

DIPL MAG

I.S.S.N. en cours

Magazine d'analyse et de réflexion de la diplomatie togolaise
A Quarterly Magazine of Analyses and Reflections on Togolese Diplomacy

Garantir les conditions d'un scrutin libre, transparent et démocratique

ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE

2015

*2015 Presidential election:
Guarantee the conditions for free election,
transparent and democratic*

Sommet États-Unis-Afrique : un sommet historique

US-Africa summit a historic summit

Octobre - Décembre 2014
October - December 2014

N°4



union togolaise de banque

un Dense Réseau de correspondants étrangers à votre service

Votre Satisfaction fait notre Réputation



Crédit assurance – Souscription

Partenariat avec les compagnies d'assurances

Pour tous les types d'assurances

Auto - Moto - Garantie Protection Familiale -
Vie - Santé - Maisons - Magasins -
Import - Export - Garantie Homme Clé -
Parcs automobiles -
Etablissements scolaires -
Centres hospitaliers...

Pour tout le monde

Particuliers - Entreprises -
Clients UTB - Non clients

DEUX MODES D'ACCÈS
pour UN GRAND RACCOURCI vers votre compte.
Directement et en temps réel glissez-vous au plus près de vos finances.

utb e.box



Nos cartes Bancaires

**GIM UEMOA
VISA**



Nos cartes Bancaires

PREPAYEES



Service Clientèle : Tél 22 21 84 42
Fiable, Rapide et Sûr

**WESTERN
UNION WU**

moving money for better

SIÈGE SOCIAL / DIRECTION GENERALE

Lomé Nyékonakpoè Boulevard du 13 Janvier

BP 359 Lomé – TOGO Tél : 22 23 43 00 / 01 / 22 23 44 00 Fax : 22 21 22 06

E-mail : utbsdg@utb.tg site web : www.utb.tg



Élection Présidentielle 2015

2015 Presidential election

par S.E.M. Robert DUSSEY, Ministre des Affaires étrangères et de la Coopération

by H.E. Robert DUSSEY, Minister of Foreign Affairs and Cooperation

En 2015, le peuple togolais sera convié à désigner la personnalité qualifiée pour conduire sa destinée pour les cinq années à venir. L'élection présidentielle étant l'un des moments sensibles de la vie de la nation, il va sans dire que la préoccupation majeure du Gouvernement est de créer les conditions d'un scrutin libre, transparent et démocratique.

Cela étant dit, et comme il n'y a pas de cloison étanche entre les questions de politique intérieure et les relations internationales, il est évident que les débats qui alimentent l'actualité politique depuis quelques mois suscitent également l'intérêt de nos partenaires étrangers. Certains d'entre eux se sont exprimés, à travers des commentaires, observations et propositions qui, somme toute, traduisent le degré d'attachement des pays et organisations respectifs aussi bien aux valeurs démocratiques partagées qu'à la paix et à la solidarité entre les nations.

Au demeurant, le Gouvernement togolais a toujours manifesté sa disponibilité et sa sollicitude pour toutes les suggestions et expertises de partenaires bilatéraux et multilatéraux destinées à garantir des échéances électorales paisibles et transparentes. Toutefois, il n'est pas dans l'intérêt d'une collaboration constructive que l'un des partenaires s'érige en prescripteur d'une quelconque panacée au peuple togolais.

En effet, en vue de créer les conditions d'un climat sociopolitique apaisé, le Gouvernement s'est attelé, dès le lendemain des élections présidentielles agitées de 2005, à améliorer le cadre électoral.

Aussi, les réformes entreprises ont-elles abouti à l'érection d'un cadre électoral performant notamment grâce à l'introduction de la biométrie pour l'enrôlement des électeurs, le redécoupage des circonscriptions électorales en vue d'assurer une plus grande représentativité des populations à l'Assemblée Nationale ainsi que l'assouplissement des conditions d'éligibilité aux divers scrutins.

En outre, un autre palier important des réformes concerne la sécurisation des élections. Sur ce plan, on note la création en 2010 d'une Force de Sécurisation de l'Élection Présidentielle (FOSEP) qui a pour mission de garantir la sécurité avant, pendant et après l'élection présidentielle, en préservant un climat de paix et de sérénité sur l'ensemble du territoire national.

Ainsi, l'expérience réussie de la FOSEP à l'occasion de l'élection présidentielle de 2010 est un acquis majeur dans le processus de maturation de la démocratie au Togo.

Les sollicitations de l'expertise de la FOSEP dans de nombreux pays en Afrique illustrent, d'ailleurs, à suffisance le bien-fondé de cet instrument dans le maintien de la paix et de la stabilité en période électorale.

Par ailleurs, l'observation de la compétition électorale demeure une composante non négligeable de la transparence du jeu démocratique.

Dans cette optique, le Gouvernement togolais a mis en place un mécanisme permanent pour une gestion administrative diligente des accréditations d'observateurs électoraux nationaux et internationaux issus de la société civile ainsi que des institutions internationales à l'instar de l'Union européenne, la CEDEAO, l'Union africaine ou encore l'Organisation Internationale de la Francophonie.

Au-delà des réformes sus évoquées, on note globalement de réels progrès dans les domaines social et économique. La construction d'infrastructures routières, aéroportuaires et maritimes, l'amélioration du climat des affaires notamment par l'institution d'un Guichet unique au Centre de Formalités des Entreprises, la création de l'Office Togolais des Recettes (OTR) en vue de maximiser les recettes douanières et fiscales constituent, entre autres, des exemples assez impressionnants de l'évolution du pays.

Le Togo résolument a pris l'envol de son émergence économique et il ne lui reste qu'à espérer que l'élection présidentielle de 2015 consolide davantage la stabilité et la paix existantes, gages d'un développement harmonieux et durable.

In 2015, the Togolese people will be voting to elect the personality qualified to lead their fate for the following five years. The presidential election being one of the critical moments in the life of the nation, it goes without saying that the current Government has made it a major priority to create the conditions for free, transparent and democratic elections.

Having said that, and as there is no firewall between internal politics and international relations, it is obvious that the debates driving the political agenda in recent months also attract the interest of foreign partners. Some of them have made comments, observations and suggestions which, after all, reflect the degree of attachment of the respective countries and organizations to our common democratic values as well as to peace and solidarity between nations.

All things considered, the Togolese Government has always shown its availability and has been open to all suggestions and expertise coming from bilateral and multilateral partners designed to ensure peaceful and transparent elections. However, it is not in the interest of a constructive collaboration that one partner stands as prescriber of any panacea to the Togolese people.

Indeed, in order to create the conditions for a peaceful socio-political climate, our government has been committed to improving the electoral framework immediately after the turbulent 2005 presidential elections.

The reforms have also led to the erection of an effective electoral framework thanks to the introduction of biometrics for voter registration, the redistricting designed to ensure a greater representation of populations in the National Assembly as well as the relaxation of eligibility conditions to various polls.

In addition, another important level of the reforms has to do with election security. In this regard, we can point out the creation of a Special Elections Security Force called FOSEP whose main task is to ensure security before, during and after the presidential elections by maintaining an atmosphere of peace and serenity on throughout the national territory.

Thus, the successful experience of FOSEP during the 2010 presidential election is a major achievement in the maturation process of democracy in Togo.

Moreover, the solicitations of the FOSEP expertise in many African countries illustrate sufficiently the merits of this instrument in maintaining peace and stability during electoral periods.

Furthermore, the observation of the electoral competition remains a significant component for the transparency of the democratic game.

With this in mind, the Government of Togo has set up a permanent mechanism for a diligent accreditation process for national and international election observers from civil society and international institutions such as the European Union, ECOWAS, the African Union or the International Organization of French-speaking countries, «La Francophonie».

Beyond the above mentioned reforms, the economic and social fields globally show real signs of progress. The construction of road, airport and maritime infrastructures, the improvement of the business climate namely through the establishment of a Single window for Business Formalities, the creation of the Togolese Office of Revenues (OTR) to maximize customs and tax revenues are, among others, impressive examples of the evolution of the country.

Togo has started its economic take off with great resolve and there's hope that the 2015 presidential election will further strengthen the existing peace and stability which are guarantees for a harmonious and sustainable development.

ÉDITORIAL

p.1

Élection Présidentielle 2015 / 2015 Presidential election

par S.E.M. Robert DUSSEY, Ministre des Affaires étrangères et de la Coopération
by H.E. Robert DUSSEY, Minister of Foreign Affairs and Co-operation

FOCUS

p.4

Élection présidentielle 2015 : Garantir les conditions d'un scrutin libre, transparent et démocratique / 2015 Presidential election: Guarantee the conditions for free election, transparent and democratic

par M. ALANGUE Togbé Agbessi, Chargé d'Etudes - Inspection Générale des Missions diplomatiques et M. KOINZI Awoki, Chef de division - Direction des Affaires Politiques
by Mr. ALANGUE Togbé Agbessi, Research Officer - General Inspection of Diplomatic Missions and Mr. KOINZI Awoki, Head of Division - Political Affairs Department

REPORTAGE

p.8

Visite du Vice-Ministre chinois des Affaires étrangères au Togo : la coopération entre Lomé et Beijing au beau fixe / Visit of the chinese Vice Foreign Minister in Togo: a good relationship between Beijing and Lomé

par M. LIBOUEL Lidjalaghin, Chargé d'Etudes à la Division de l'Information, de la Communication et de la Documentation
by Mr. LIBOUEL Lidjalaghin, Research Officer in the Division of Information, Communication and Documentation

ACTUALITÉS

p.12

Sommet États-Unis-Afrique : un sommet historique / US-Africa summit: a historic summit

par M. MAWUENA Komi Bolanigni, Chargé d'Etudes à la Division de l'Information, de la Communication et de la Documentation
by Mr. MAWUENA Komi Bolanigni, Research Officer in the Division of Information, Communication and Documentation

La 23^{ème} session ordinaire de la conférence des Chefs d'État et de gouvernement de l'Union Africaine, Malabo, le 26-27 juin 2014 / The twenty-third session of the conference of the heads of state and government Malabo, 26-27 June 2014

par Dr. KPAYE Koffi, Directeur des Affaires Politiques
Dr. KPAYE Koffi, Head of Political Affairs Department

La 45^{ème} session ordinaire de la conférence des Chefs d'État et de gouvernement des pays membres de la cedeao à Accra, le 10 juillet 2014 / The 45th ordinary session of the conference of Heads of State and government of ecowas member countries in Accra, on July 10, 2014

par M. GBANDE Kodjo, Chargé d'Etudes à la Direction des Affaires Politiques
by Mr. GBANDE Kodjo, Research Officer in the Political Affairs Department

EVALA 2014 / Evala 2014

par M. GNANKOE Piabalo, Chargé d'Etudes à la Division de l'Information, de la Communication et de la Documentation
by Mr. GNANKOE Piabalo, Research Officer in the Division of Information, Communication and Documentation



DIPLOMAG

Diplomag Togo Numéro 4 - Diplomag Togo Number 4 - Octobre / Décembre 2014 - October / December 2014 - Directeur de la publication / publication Director: M. Kwami TSEKPO - Rédacteur en chef / Editor in Chief : M. Api ASSOUMATINE - Secrétaire Général de la Rédaction / Secretary General Editors: M. Akovi Kotoè AGBODJIAN-PRINCE - Directrice de la Publicité et du Marketing / Director of Advertising and Marketing: Mme Djamil ASSAMA SIDI - Directeur du Reportage / Director of reporting : M. Messan KLUTSE - Rédacteurs / Editors : Directeurs centraux et Chefs de Missions diplomatiques - Point focal DIPLOMAG: M. Sodou ADOM - Conception graphique / Design production : Vlady France Conseil - Nous écrire / Write us: Ministère des Affaires étrangères et de la Coopération, BP: 900 Lomé, Tel : +22822213601, maeirtge@yahoo.fr Photo couverture / Cover Pictures : © Louis Vincent



Le Togo et le Kosovo formalisent leurs relations / Togo and Kosovo formalize their relations

par M. SALIFOU Affo, Directeur des Affaires Juridiques et du Contentieux
by Mr. SALIFOU Affo, Head of Legal Affairs and Litigation Department

69^{ème} session ordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies sur la Conférence Internationale sur la Population et le Développement (CIPD) New York (USA), 22 septembre 2014 / 69th ordinary session of the General Assembly of the United Nations on the International Conference on Population and Development (ICPD) New York (USA), 22 September 2014

Message de Son Excellence Monsieur Faure Essozimna GNASSINGBE, Président de la République Togolaise
Message from His Excellency Mr. Faure Essozimna GNASSINGBE, President of the Republic of Togo

Atelier régional sur la mise en œuvre de la résolution 1540 (2004) du Conseil de Sécurité pour les États lusophones membres des Nations Unies / Méthodologie de rédaction du rapport national à Lomé, les 5 et 6 juin 2014 / Workshop on the implementation of UNSC resolution 1540 (2004) for portuguese speaking United Nations member states / Methodologies for reporting Lomé, 5-6 June 2014

par Dr Alain D. BOTRE, Programme Officer, Centre régional des Nations Unies pour la paix et le désarmement (UNREC)
by Dr Alain D. BOTRE, Programme Officer, United Nations Regional Centre for Peace and Disarmament (UNREC)

La fièvre hémorragique à virus Ebola : le Gouvernement togolais aux aguets du mal / Ebola virus: the government of Togo on the lookout

par M. Badibalaki WEMBIE, Chargé d'Etudes au Ministère des Affaires étrangères et de la Coopération
by Mr. Badibalaki WEMBIE, Research officer, Ministry of Foreign Affairs and Co-operation



LES LOTS AUX GAGNANTS, LE BENEFICE A LA NATION ENTIERE

Tél: (00)228 22535700 / Fax: (00) 228 22513508/ BP: 895 Lomé - TOGO, 2470 Avenue de la Chance

Élection présidentielle 2015

Garantir les conditions d'un scrutin libre, transparent et démocratique

2015 Presidential election: Guarantee the conditions for free election, transparent and democratic

par M. ALANGUE Togbé Agbessi, Chargé d'Etudes - Inspection Générale des Missions diplomatiques et M. KOINZI Awoki, Chef de division - Direction des Affaires Politiques
by Mr. ALANGUE Togbé Agbessi, Research Officer - General Inspection of Diplomats Missions and Mr. KOINZI Awoki, Head of Division - Political Affairs Department

Les élections constituent un élément déterminant du jeu démocratique. Après les élections législatives de 2013, le peuple togolais sera à nouveau convié, en 2015, à un scrutin crucial pour la vie de la nation. Ainsi, dans l'optique de cette élection présidentielle, le Gouvernement déploie d'intenses efforts pour s'assurer que le scrutin, depuis les opérations préparatoires en particulier la révision du fichier électoral et la campagne électorale jusqu'au dépouillement des votes en passant par la proclamation des résultats, y compris, le cas échéant, le contentieux, s'opère dans une transparence totale.

En l'occurrence, la détermination du Gouvernement à garantir un scrutin présidentiel libre, transparent et démocratique se manifeste à travers l'amélioration continue du cadre électoral, la sécurisation de l'ensemble du processus électoral et l'institutionnalisation d'une observation électorale indépendante.

Un cadre électoral amélioré

Depuis 2007, le Togo dispose d'un cadre électoral parmi les plus avancés et les plus innovants sur le continent africain grâce notamment à l'introduction de la biométrie pour l'enrôlement des électeurs, ce qui se traduit par un fichier électoral fiable et la délivrance immédiate des cartes d'électeurs sécurisées.

La régularité et l'équité des processus électoraux sont assurées par un organe indépendant et inclusif, la Commission Electorale Nationale (CENI). Cet organe est composé de manière paritaire de représentants de l'opposition parlementaire et de la majorité parlementaire d'une part, des représentants des partis politiques extraparlimentaires et de la société civile. Ce schéma a pour objectif de garantir la participation équitable de toutes les tendances politiques et des organisations de la société civile.

D'autres mesures ont été prises pour consolider, améliorer et parfaire les conditions d'organisation des élections au Togo. Il en est ainsi du redécoupage des circonscriptions électorales sur la base de critères objectifs et rationnels afin d'assurer une meilleure représentativité des élus à l'Assemblée nationale ; ensuite de l'assouplissement des conditions d'éligibilité à travers le réaménagement des dispositions relatives aux délais de résidence et à la nationalité et enfin de l'adoption consensuelle d'un nouveau mode de scrutin pour les élections législatives.

On peut y ajouter la réduction du montant du cautionnement pour les élections législatives et présidentielles, le renforcement des procédures de centralisation et de transmission des résultats avec le désengorgement des bureaux et centres de vote, le dépouillement immédiat des bulletins de vote, la publication



M. Faure Essozimna GNASSINGBE, Président du parti politique au pouvoir UNIR
/ Mr. Faure Essozimna GNASSINGBE, President of the political party UNIR.

Elections are an essential component of democracy. After the parliamentary elections of 2013, the Togolese people will be invited once again, in 2015, to a crucial election for the nation. Thus, in view of the presidential election, the Government is making significant efforts to ensure that its organization, from the preparation procedures and the election campaign until the counting of votes and the results announcement, including, where appropriate, litigation, is done in full transparency and within the jurisdiction of credible bodies whose independence is recognized by all.

In this case, the Government's determination to ensure a free, transparent and democratic presidential election is manifested by the improvement of the electoral framework, the securing of the entire electoral process and the institutionalization of an independent electoral observation.

An improved electoral framework

Since 2007, Togo has an electoral framework among the most advanced, progressive and innovative in Africa thanks to the introduction of biometrics for voter registration, which results in a reliable, transparent electoral register and the immediate issuance of secured voters' cards.

The regularity and fairness of the electoral process is carried out by an independent and inclusive body, the National Electoral Commission (CENI). Members of the parliamentary minority and majority parties are equally represented in this body along with representatives from the extra parliamentary political, the extra-parliamentary representatives of political parties and the civil society, ensuring equitable participation of all the political leanings and the civil society.

Other measures have been taken to consolidate, improve and perfect conditions for the organization of the elections in Togo. This is the redrawing of the electoral districts on the basis of objective, rational and transparent principles to ensure better representation of members of the National Assembly; Then the relaxation of eligibility through the redevelopment of the provisions relating to time of residence and nationality, and finally the consensual adoption of a new electoral system for parliamentary elections.

In addition, we should point out the reduction of the amount of bail for parliamentary and presidential elections, the strengthening



rapide des résultats, le contrôle rigoureux du choix des électeurs, l'établissement des procès-verbaux des opérations électorales en double exemplaire et l'affichage immédiat des résultats.

Dans la même optique, on note la prise en charge financière par l'Etat des délégués des candidats dans les bureaux de vote, la possibilité donnée par la loi électorale aux candidats ou leurs représentants de consulter auprès de la CENI les procès-verbaux des opérations électorales, durant les trois mois qui suivent la proclamation des résultats définitifs ; ou encore le déploiement des délégués de la Cour constitutionnelle dans les commissions locales ou les bureaux de vote afin d'offrir des garanties supplémentaires en matière de contentieux électoral et de contrôle de régularité des consultations électorales.

Un processus électoral sécurisé et respectueux des libertés publiques et des droits de l'Homme

Le maintien de l'ordre public, la liberté totale de mouvement pour tous les acteurs du processus ainsi que leur sécurité constituent l'une des garanties d'un scrutin libre et démocratique au Togo. Aussi, le Gouvernement a-t-il décidé la mise en place de la Force de Sécurité de l'Election Présidentielle (FOSEP) pour sécuriser tout le processus électoral.

Il s'agit d'une force neutre placée sous la supervision de la Commission Electorale Nationale Indépendante (CENI). Ce rattachement lui permet de jouer son rôle avec objectivité. Le commandement opérationnel reste toutefois sous l'autorité du Ministère de la Sécurité et de la Protection Civile.

La FOSEP a pour mission de garantir la sécurité avant, pendant et après l'élection présidentielle, en préservant un climat de paix et de sérénité sur l'ensemble du territoire national.

Le jour du scrutin, son action porte sur la sécurisation de la Commission Nationale Indépendante, des Commissions Electorales Locales Indépendantes et des Centres de vote. Elle sécurise également l'ensemble du matériel électoral.

Il convient de rappeler que la FOSEP est composée exclusivement de policiers et de gendarmes. Ces agents bénéficient d'une formation spécifique destinée à leur fournir les aptitudes et la compétence nécessaires pour pouvoir apporter la réponse la mieux adaptée durant l'opération de sécurisation du processus électoral.

Au-delà de la période électorale, cette formation contribue au renforcement du rôle de la police et de la gendarmerie dans les opérations civiles de maintien de l'ordre afin qu'elles continuent d'assurer la sécurité des personnes et des biens.

Somme toute, la FOSEP constitue l'une des garanties d'un scrutin transparent et démocratique.

Une observation électorale indépendante institutionnalisée

Les élections constituent un cadre d'expression de la volonté populaire et un moyen d'encre et de consolidation de la démocratie. Aussi, pour en assurer la transparence, convient-il d'instituer des mécanismes appropriés, notamment une observation électorale indépendante.

Au Togo, toutes les étapes du processus électoral font l'objet de l'observation électorale, notamment la mise en place du cadre électoral, l'établissement de la liste électorale, la campagne électorale, le vote proprement dit, le dépouillement des votes, la centralisation et la proclamation des résultats.

Ainsi, dès lors que la période électorale est fixée, la Commission Electorale Nationale Indépendante (CENI), chargée de l'orga-



Quelques Observateurs internationaux pendant une élection au Togo. / Some international observers during an election in Togo.

ning of the centralization procedures and the reporting of results with the overloading of the polling centers and stations, the immediate counting of ballots and the rapid publication of results and the strong control of voter choice, the preparing of the minutes of the electoral process in duplicate and the immediate publication of results.

In the same vein, the Government will take responsibility for the candidates' delegates in the polling stations, the possibility given by the electoral law to candidates or their representatives to consult with the CENI the minutes of the elections within three months following the date of the final results; or the dispatching of the delegates of the Constitutional Court in the local commissions or polling stations in order to assure additional guarantees in matter of electoral disputes and the control of regular electoral consultations.

A secure electoral process

Maintaining public order is one of the guarantees of a free and democratic election in Togo. Therefore, the government has decided the establishment of the Security Force of the Presidential Elections (FOSEP) to secure the electoral process.

This is a neutral force under the supervision of the National Independent Electoral Commission (CENI). This connection allows it to play its role fairly and objectively. Operational command, however, remains under the authority of the Ministry of Security and Civil Protection.

The FOSEP mission is to ensure security before, during and after the presidential election, maintaining an atmosphere of peace and tranquility throughout the country. To sum up, FOSEP is one of the guarantees of a transparent and democratic election.

On electionday, its task is about securing Commission, Local Independent Electoral Commissions and voting Centers. It also secures all election materials.

It should be recalled that the FOSEP is exclusively made of police and gendarmes. These officers receive specific training to provide the skills and expertise needed to provide the most suitable response for the operation of securing the electoral process.

Beyond the election period, this training contributes to strengthening the role of the police and gendarmerie in civilian policing in the order that they may continue to ensure the safety of people and property.

An institutionalized independent electoral observation

Elections reflect the expression of the will of the people and are means for the consolidation of the roots and foundations of democracy. Also, to ensure transparency, it is appropriate to institute a suitable mechanisms, including an independent electoral observation.

In Togo, all stages of the electoral process are the subject of election observation, including the establishment of the electoral framework, the establishment of the electoral list, the electoral



M. Jean-Pierre FABRE, Leader du Parti politique de l'opposition ANC / Mr. Jean-Pierre FABRE, Leader of the opposition political party ANC.



M. Gilchrist
OLYMPIO,
Président du
parti politique de
l'opposition UFC
/ Mr. Gilchrist
OLYMPIO,
President of the
opposition political
party UFC.

→ nisation et de la supervision des opérations électorales, convie les organisations nationales et internationales dont le champ d'activité couvre l'observation électorale à manifester leur intérêt pour le suivi du processus électoral.

Pour prendre part à l'observation électorale, les organisations nationales et internationales ainsi que les observateurs relevant de ces organisations doivent être dûment accrédités par la CENI. Cependant, contrairement à l'accréditation des observateurs nationaux, l'accréditation des observateurs internationaux est délivrée par le Ministère des Affaires étrangères et de la Coopération après avis de la CENI.

L'accréditation des observateurs, qu'ils soient nationaux ou internationaux, est subordonnée à la soumission d'un dossier comportant :

- un curriculum vitae de l'intéressé ou des intéressés ;
- un mandat délivré par l'organisation qui les propose ;
- une pièce d'identité en cours de validité ; et
- un visa de séjour, si nécessaire.

Au demeurant, pour jouer pleinement leur rôle, les observateurs électoraux sont tenus au respect de certains principes cardinaux, à savoir l'indépendance, la neutralité et l'impartialité.

Une fois accrédité, l'observateur est tenu de respecter les lois et règlements de la République togolaise, notamment, les dispositions de la loi portant code électoral. Il lui est également interdit de battre campagne ou de porter tout signe partisan, la CENI pouvant lui retirer l'accréditation en cas de manquements avérés aux obligations liées à son statut d'observateur.

À la fin de sa mission, chaque organisation a l'obligation d'élaborer et de rendre public un rapport écrit sur le processus ou l'étape du processus observée.

En principe, le rapport final fournit au Gouvernement ainsi qu'aux partis politiques, aux candidats et à la société civile des recommandations visant à améliorer l'ensemble du processus ou à le rendre plus conforme aux exigences internationales dans la perspective des échéances futures.

Le but de l'observation étant d'apprécier la régularité et la transparence des élections sur la base d'éléments techniques, en relation avec la loi en vigueur, toute organisation engagée dans l'observation doit :

- indiquer aux autorités compétentes ses objectifs et les grandes lignes de son programme ;
- évaluer la qualité des démarches d'inscription des électeurs, le déroulement de la campagne électorale, les reportages des médias sur la consultation et les préparatifs d'ordre administratif ;
- identifier dans la mesure du possible, les responsables de la CENI et les candidats ou leurs représentants dans les régions où elle est affectée et prendre contact avec eux.

Pour sa part, l'Etat togolais garantit aux observateurs accrédités des conditions de sécurité nécessaires pour une observation efficace, crédible et sans entraves. Ce qui suppose un accès libre à tous les compartiments et aux acteurs pertinents du processus électoral.

Somme toute, les élections transparentes et périodiques qui permettent une compétition équitable sont fondamentales pour le processus démocratique. L'observation électorale apparaît donc comme un outil précieux pour soutenir et promouvoir les élections démocratiques en tant qu'élément essentiel de la gouvernance démocratique durable.

campaign, the actual voting, the counting of votes, the centralization and announcement of results.

Thus, as soon as the election period is set National Electoral Commission (CENI), responsible for the organization and supervision of elections, invites national and international organizations whose responsibility scope covers election observation to express their interest to monitor the electoral process.

To take part in election observation, national and international organizations and observers from these organizations must be duly accredited by the CENI. However, unlike the accreditation of national observers, the accreditation of international observers is issued by the Ministry of Foreign Affairs and Cooperation after the advice of the CENI.

The accreditation of observers, whether national or international, is conditional upon presentation of:

- A curriculum vitae of the person or people;
- A mandate issued by the organization the person will be representing;
- A valid ID;
- A residence visa, if required.

Moreover, to fully play their role, election observers are bound by certain fundamental principles, namely independence, neutrality and impartiality.

Once certified, the observer is obliged to respect the laws and regulations of the Republic of Togo, in particular, the provisions of the Law on the Election Code. It is also prohibited to campaign or wear partisan signs; the CENI can withdraw the accreditation for breaches of the obligations proved to its observer status.

At the end of its mission, each organization is required to develop and make public a written report on the process or the stage of the process observed.

Theoretically, the final report provides the Government the political parties, the candidates and the civil society WITH recommendations in order to improve the whole process or make it more in line with international requirements in view of future election day.

The purpose of observation is to appreciate the consistency and transparency of the elections on the basis of technical elements in relation to the law, any organization engaged in the observation must:

- Indicate to the competent authorities its objectives and the broad lines of its program;
- Evaluating the quality of procedures for voter registration, the course of the election campaign, the media reports on the consultation and the preparation for administrative reasons;
- Identify as many as possible, the CENI officials and candidates or their representatives in the regions where they are affected and to contact them.

As far as it is concerned, the togolese government the necessary security conditions to the accredited observers for an effective credible and unhindered observation. This implies free access to all compartments and relevant stakeholders in the electoral process.

In summary, fair and regular elections that allow equitable competition is fundamental to the democratic process. The Election observation is therefore a valuable tool to support and promote democratic elections as an essential element of sustainable democratic governance.



Me Dodji APEVON, Président du parti politique de l'opposition CAR. / Me. Dodji APEVON, Leader of the opposition political party CAR.



Société Aéroportuaire
de Lomé Tokoin

AEROPORT INTERNATIONAL GNASSINGBE EYADEMA

BP : 10112 Lomé - Tél : (228) 22 23 60 60 / 61 - Fax : (228) 22 26 88 95

E-mail : salt@cafe.tg - www.lome.aeroport.tg

Rendez-vous en octobre 2014



Sté Togolaise de HANDLING
Tél : (228) 22 26 34 60
Fax : (228) 22 26 34 25

AERO TRANSPORTS SA.CA
14 BP 12 - Tél : (228) 22 26 62 46
Fax : (228) 22 23 62 47

Sté LOME CATRING
14 BP 12 - Tél : (228) 22 26 45 62
Fax : (228) 22 26 45 61

Visite du Vice-Ministre chinois des Affaires étrangères au Togo : la coopération entre Lomé et Beijing au beau fixe

*Visit of the chinese Vice Foreign Minister in Togo:
a good relationship between Beijing and Lomé*

par M. LIBOUEL Lidjalaghin,
Chargé d'Etudes à la Division de l'Information, de la Communication et de la Documentation
*by Mr. LIBOUEL Lidjalaghin,
Research Officer in the Division of Information, Communication and Documentation*

Dans le cadre des excellentes relations d'amitié et de coopération qui existent entre la République Populaire de Chine et le Togo, le Vice-ministre chinois des Affaires étrangères, en charge des affaires africaines, M. Zhang Ming, a effectué du 20 au 22 juin 2014, une visite de travail au Togo. Au cours de cette visite, il a été reçu par plusieurs personnalités, notamment le Président de la République Faure Essozimna GNASSINGBE et le Chef de la diplomatie togolaise, Robert DUSSEY.

Cette visite se situe aussi dans le prolongement des consultations bilatérales entre les autorités des deux pays depuis l'établissement des relations diplomatiques en 1973 qui se sont intensifiées ces dernières années sous l'impulsion du Président Faure Essozimna GNASSINGBE.

Les échanges qui se sont déroulés dans une atmosphère cordiale ont permis aux deux parties de faire un large tour d'horizon des chantiers de coopération en cours d'exécution, particulièrement dans les domaines du développement des infrastructures, de l'agriculture, de la santé et de l'éducation.

M. Zhang Ming a également assisté, au Centre Confucius de l'Université de Lomé, au lancement officiel de « la première classe de chinois » à l'intention du personnel du Ministère des Affaires étrangères et de la Coopération. La coopération culturelle est également mise en évidence avec la projection par la Télévision Togolaise de la série chinoise « Doudou et ses belles mères » qui fait pénétrer dans les foyers togolais les réalités quotidiennes des villes et campagnes chinoises.

Enfin, les deux parties ont convenu de poursuivre leurs efforts en matière de facilitation de la libre circulation des

As part of the excellent relations of friendship and cooperation between the People's Republic of China and Togo, Chinese vice Foreign Minister in charge of African Affairs Zhang Ming, visited our country from June 20th to June 22nd. During this visit, He was received by several personalities, including H.E. Faure Gnassingbe Essozimna, President of the republic of Togo and the Head of the Togolese diplomacy, H.E Robert Dussey.

This visit is the continuation of bilateral consultations between the authorities of the two countries since the establishment of diplomatic relations in 1973, which have been intensified in recent years under the leadership of President Faure Gnassingbe Essozimna.

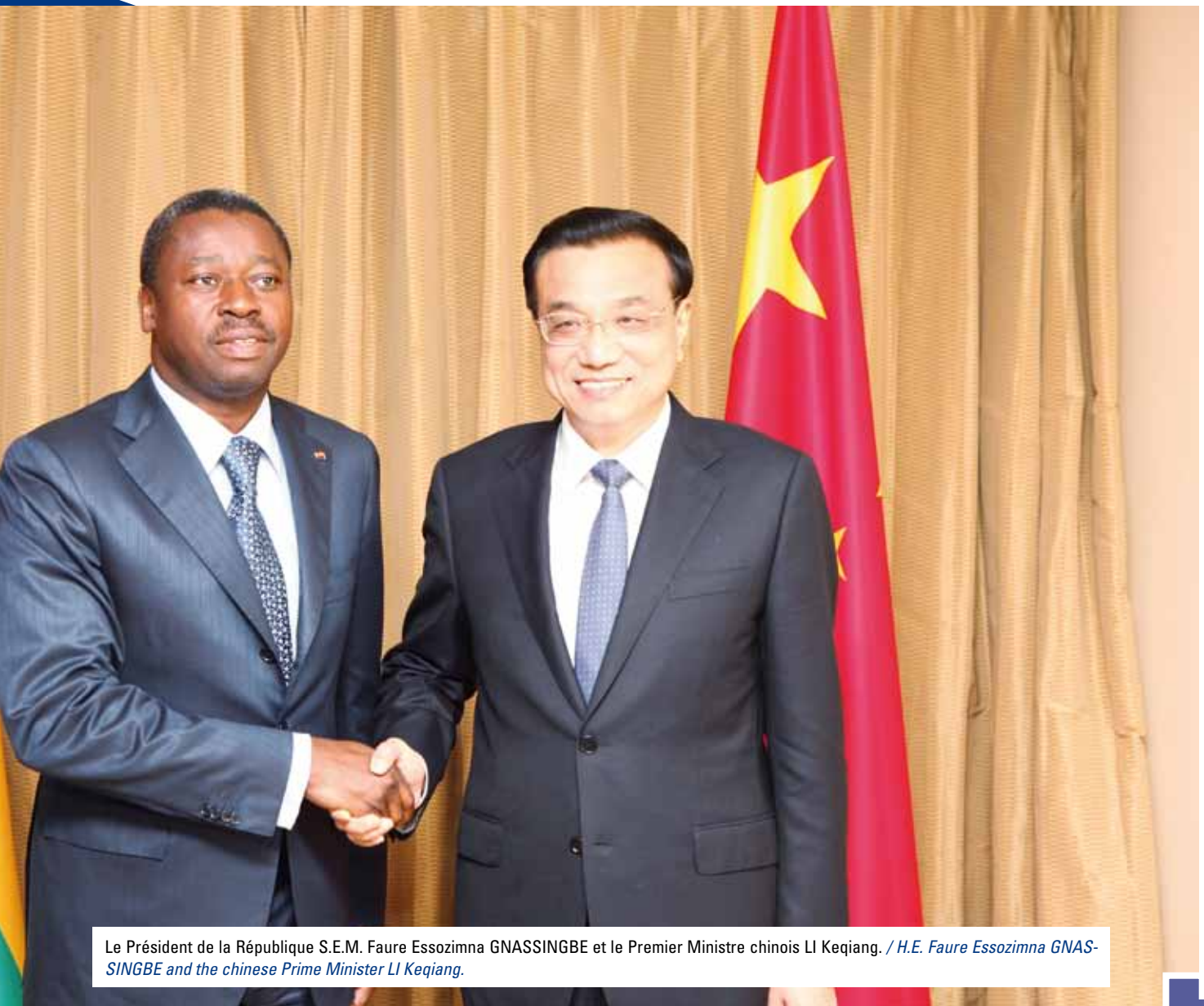
The discussions that took place in a cordial atmosphere allowed the two parties to have a broad overview of the current cooperation projects, particularly in the areas of infrastructure development, agriculture, health and education.

At the Confucius Centre of the University of Lomé, Mr. Zhang Ming attended the official launch of «The first Chinese Class»; a Chinese language course designed for the staff of the Ministry of Foreign Affairs. Cultural cooperation is thus underway with the projection of the Chinese Television series «Doudou et ses belles mères».

**La revue
détaillée des
réalisations
chinoises en
terre togolaise
est très
foisonnante**

**Detailed review of
Chinese achievements in
Togo is very abundant**

© Louis Vincent



Le Président de la République S.E.M. Faure Essozimna GNASSINGBE et le Premier Ministre chinois LI Keqiang. / H.E. Faure Essozimna GNASSINGBE and the chinese Prime Minister LI Keqiang.

personnes et des biens, comme l'atteste la signature d'un Accord portant exemption de visa pour les ressortissants chinois et togolais, détenteurs de passeports diplomatiques ou de services. A cette occasion, M. Zhang Ming a procédé également à la signature d'un Accord de don portant sur un montant de 47 millions de francs CFA pour la construction d'un Centre de Documentation et d'Informatique au Ministère des Affaires étrangères et de la Coopération.

La revue détaillée des réalisations chinoises en terre togolaise est très foisonnante et l'énumération de ces acquis s'avérerait fastidieuse. Il serait plus instructif d'explorer les perspectives de la coopération entre les deux pays surtout dans le contexte du chantier de développement que le Togo a amorcé ces dernières années.

En effet, depuis des années, le Togo s'est engagé dans un ambitieux programme de développement dont la mise

dou and his mothers-in-law» by the Togolese Public TV, which enables the daily realities of urban and rural China to enter Togolese homes.

Detailed review of Chinese achievements in Togo is very abundant and enumerating these achievements will be tedious. It would be instructive to explore the prospects of cooperation between the two countries especially in the context of the development projects Togo has undertaken in recent years.

Indeed, after years of suspension of economic cooperation between Togo and its Western partners, Togo embarked on an ambitious development program whose implementation requires significant domestic and international investments.

China will continue to contribute to the completion of road infrastructure projects such as the large-Cinkassé Lomé corridor that was part of the discussions between the two sides during the visit of Chinese Vice-Foreign Minister in charge of →



La première classe de chinois du MAEC-Togo. / The first chinese class of Togo's MOFA.

➔ en œuvre nécessite d'importants investissements tant nationaux qu'internationaux. La Chine continuera d'apporter sa contribution à la réalisation des projets d'infrastructures routières comme le grand corridor Lomé-Cinkassé qui a été au menu des discussions entre les deux parties lors de la visite du Vice-ministre chinois des Affaires étrangères. Le Togo dispose de vastes terres arables dont l'exploitation préoccupe le Gouvernement togolais qui souhaite faire de l'agriculture un secteur moteur de la croissance économique.

Le développement de la technologie et de l'industrie agro-alimentaire chinoise occupe aussi une place de choix dans les priorités du partenariat entre la Chine et le Togo.

Dans le domaine militaire, la Chine s'est engagée à renforcer son appui technique et logistique aux Forces Armées Togolaises (FAT) en pleine refondation. Cet engagement s'est matérialisé par la remise d'importants lots de matériels roulants aux FAT par l'Ambassadeur de Chine au Togo, M. Liu YUXI.

En définitive, la coopération sino-togolaise est indéniablement un bel exemple de réussite du partenariat Sud-Sud qui incite à une réflexion plus approfondie sur la redéfinition des priorités et choix géopolitiques dans un monde en perpétuelle mutation. Aussi, l'axe Lomé-Beijing est-il une voie royale promue à un bel avenir. ➔

African affairs. Togo has a vast arable land whose exploitation is of great interest to the Government of Togo that is looking to make the agricultural sector an engine of economic growth. The development of technology and the Chinese food industry also occupies a prominent place in the priorities of our partnership with China.

In the military sphere, China has committed to strengthen its technical and logistical support to the Togolese Armed Forces (FAT) in full overhaul. This commitment is evidenced by the delivery of large batches of rolling stock to FAT by Chinese Ambassador to Togo, HE Liu Yuxi.

Finally, the two sides agreed to continue their efforts in facilitating the free movement of people and goods, as evidenced by the signing of an Agreement on visa waiver for Chinese and Togolese nationals, holders of diplomatic or service passports. On this occasion, Mr. Zhang Ming also proceeded to sign a Grant Agreement for an amount of 47 million CFA francs for the ongoing construction of a Center for Documentation and Information at the Ministry of Foreign Affairs and Cooperation.

Chinese-Togolese cooperation is definitely a good example of successful South-South partnership that engages developing countries further on redefining their priorities and geopolitical choices in a changing world. The Lomé-Beijing axis is also promoted to a royally bright future.



Séance de travail entre la délégation chinoise et togolaise. / Working session between the Chinese and Togolese delegation.



Bénin



Burkina Faso



Côte d'Ivoire



Guinée-Bissau



Mali



Niger



Sénégal



Togo

Domaines d'interventions

- Industrie & Agro-industrie
- Développement agricole et rural
- Infrastructures de base & Infrastructures modernes
- Télécommunications
- Énergie
- Transport, Hôtellerie

Formes d'interventions

- Prêts à long et moyen termes pour le financement des projets nationaux ou internationaux
- Garantie
- Arrangement de financements
- Conseil financier
- Prise de participation au capital d'entreprises ou des Institutions Financières Nationales (IFN)
- Financement d'études de faisabilité de projets ou d'études d'ingénierie
- Financement du transfert, à des ressortissants de l'UEMOA, de la propriété des moyens de production et de distribution de biens et services
- Assistance aux petites et Moyennes Entreprises (PME) à travers les lignes de crédits ou accords-cadres de refinancement accordée aux Institutions Financières Nationales (IFN)
- Allègement des conditions d'emprunts par bonification d'intérêt pour les projets relevant du secteur non marchand



BOAD

BANQUE OUEST AFRICAINE
DE DÉVELOPPEMENT

Sommet États-Unis-Afrique: un sommet historique

*US-Africa summit:
a historic summit*

par M. MAWUENA Komi Bolanigni,
Chargé d'Etudes à la Division de l'Information, de la Communication et de la Documentation
*by Mr. MAWUENA Komi Bolanigni ,
Research Officer in the Division of Information, Communication and Documentation*

Le premier sommet États-Unis-Afrique s'est déroulé les 04 et 05 août 2014 à Washington. Il a réuni une cinquantaine de chefs d'Etat dont l'hôte, le président Barack OBAMA. Le Chef de l'Etat togolais, Faure Essozimna GNASSINGBE a pris activement part aux travaux dont l'objectif principal est de tisser des liens économiques plus solides entre les États-Unis et l'Afrique, un continent en pleine émergence économique. / *The first US-Africa summit held on 04 and 05 August, 2014 in Washington, which gathered about fifty heads of state, was hosted by President Barack Obama. The Head of State of Togo, H.E. Mr. Faure Essozimna Gnassingbe took an active part in the work whose main objective is to forge stronger economic ties between the United States and Africa, a continent on economic emergence.*

C'est la première fois dans l'histoire des États-Unis d'Amérique qu'un Président américain a pu organiser une telle rencontre qui se présente comme un rendez-vous politique, diplomatique et économique majeur pour l'ensemble des parties.

Les dirigeants africains et leur hôte américain, réunis autour du thème « investir dans la prochaine génération », ont débattu des opportunités et stratégies de coopération économique entre les USA et l'Afrique.

L'African Growth and Opportunity Act (AGOA), adopté en 2000 et pilier des relations commerciales entre les États-Unis et le continent africain, était au menu des discussions particulièrement en ce qui concerne sa reconduction après 2015, date de son expiration. Elle permet, faut-il le rappeler, à certains produits africains de rentrer sur le territoire américain sans droits de douane.

Il y a aussi le programme d'électrification connu sous le nom de « Power Africa » que le Président OBAMA a initié l'an dernier pour doubler l'accès à l'électricité en Afrique d'ici 2018. Ce programme est doté de 7 milliards de dollars de fonds publics auxquels s'ajoutent 14 milliards de dollars promis pour les secteurs publics et privés américains.

Outre ces projets, les affaires étaient aussi au cœur de la rencontre. Ainsi, les chefs d'Etat et les patrons africains ont pu nouer des contacts, faire la promotion de leurs pays et signer des contrats avec des multinationales américaines sur

This is the first time in the history of the United States of America that an American President has been able to organize such a meeting which is as a political diplomatic and economic appointment for all parties.

African leaders and their American host, gathered around the theme of «investing in the next generation», «discussed the opportunities and strategies for economic cooperation between the USA and Africa.

The African Growth and Opportunity Act (AGOA) passed in 2000 and pillar of trade relations between Washington and Africa was on the agenda particularly regarding its renewal after 2015, the expiring date. It allows some African products back into the United States duty free.

There is also the electrification program known as «Power Africa» that President Obama initiated last year to double the access to electricity in Africa by 2018 this program has 7 billion dollars of public funds plus \$14 billion promised for public and private American sectors.

In addition to these projects, business was also at the heart of the conference. Thus, the heads of state and African managers were able to make contacts, to promote their countries and sign contracts with the executive directors of American multinationals on an amount of more than \$ 900 million, according to the American government.

Security was also on the agenda of discussions with the fight against AQIM and Boko Haram to consider options to build African capacities in the efforts to maintain peace and conflict resolution.

The outbreak of the Ebola virus which is currently affecting the West of Africa, with nearly a thousand deaths, was also discussed in the summit where African leaders have called for an intensification of the research for a suitable vaccine.

The head of the state active participation

It should be noted that, with regard to the relation Washington - Lomé, the American administration considers Togo as a stable state at the center of an unstable region. This is a major partner in the fight against terrorism maritime, piracy, drug and protected species trafficking.

In this context, the culmination of Togo's participation in the summit was the intervention of the Head of State of Togo during the high-level debate on wildlife trafficking organized on August 4, 2014. On this occasion H.E. Mr. Faure Gnassingbe Essozimna rei-



© Louis Vincent



un montant de plus de 900 millions de dollars, selon le gouvernement américain.

La sécurité était aussi à l'agenda des discussions avec la lutte contre AQMI et Boko Haram pour envisager des solutions au renforcement des capacités africaines dans les efforts de maintien de la paix et la résolution des conflits.

L'épidémie du virus Ebola qui frappe actuellement l'Afrique de l'ouest, avec plus de mille morts, s'est aussi invitée à ce sommet où les leaders africains ont plaidé pour une intensification de la recherche d'un vaccin approprié.

Participation active du chef de l'Etat

S'agissant de la relation Washington-Lomé, l'Administration américaine considère le Togo comme un Etat stable au centre d'une région instable. C'est un partenaire majeur dans la lutte contre le terrorisme, la piraterie maritime, le trafic de drogue et des espèces protégées.

En ce sens, le point d'orgue de la participation du Togo à ce sommet a été l'intervention du Chef de l'Etat togolais lors du débat de haut niveau sur le trafic des espèces sauvages organisé le 04 août 2014. A cette occasion, Le Président Faure Essozimna GNASSINGBE a réaffirmé la nécessité de développer des outils répressifs appropriés pour lutter efficacement contre le trafic des espèces sauvages protégées. « Il ne s'agit pas seulement de protéger la faune sauvage mais aussi de mettre en place des mécanismes de répression plus efficaces pour sanctionner ceux qui utilisent notre territoire à des fins de trafic » a précisé le Président de la République.

Evoquant le cas spécifique du Togo, le Président Faure GNASSINGBE a insisté sur la nécessité de développer une meilleure stratégie de lutte, adaptée à notre situation de pays de transit pour le trafic des espèces sauvages protégées.

Le Chef de l'Etat togolais a déploré le fait que les facilités octroyées dans le cadre de la promotion de la libre circulation des personnes et des biens soient malheureusement utilisées par les trafiquants pour l'écoulement de leurs produits. « Une fois qu'ils sont en possession de leurs produits, les trafiquants cherchent des issues. Nous avons allégé certaines barrières pour faciliter la circulation des biens et des services et les trafiquants en profitent pour faire passer leur marchandises », souligne le Chef de l'Etat.

Pour y remédier, le Président de la République a préconisé le renforcement de la formation du corps judiciaire afin de le doter des outils adéquats et de la capacité requise pour sanctionner sévèrement les trafiquants. Il a, par ailleurs, exhorté les Etats à mettre le renseignement au service de la lutte contre le trafic des espèces et à intensifier la coopération internationale dans ce domaine.

Il faut préciser que le Togo est à l'avant-garde de la lutte contre le trafic des espèces sauvages protégées. Cet engagement s'est traduit récemment par d'importantes saisies de cargaisons d'ivoires à l'Aéroport et au Port autonome de Lomé.

Atouts de ce sommet historique

Le Président Barack OBAMA a annoncé une enveloppe de 33 milliards de dollars de nouveaux engagements, en ce qui concerne l'aide publique et les investissements privés en faveur de l'Afrique.

Il a annoncé également la mobilisation, en partenariat avec le secteur privé, la Banque Mondiale et le gouvernement Suédois, de 26 milliards de dollars en faveur du programme Power Africa, qui vise à doubler l'accès à l'électricité en Afrique subsaharienne.

Le Président américain a confirmé que des entreprises américaines, parmi lesquelles Marrioton General Electric s'étaient engagées sur de nouveaux investissements d'un montant total de 14 milliards de dollars.



Le Chef de l'Etat Togolais au cours d'une réunion au Sommet USA-Afrique. / The Togolese Head of State at one of USA-Africa summit.

© Louis Vincent

terated the need to develop appropriate enforcement to effectively fight against trafficking of protected wild life species.» It's not only protecting wild life but also putting in place more effective mechanisms to punish those who use our territory for traffic,» said the President of the Republic.

Referring to the specific case of Togo, President Faure Gnassingbe has stressed the need to develop a better control strategy appropriate to our position as a transit country for trafficking of protected wildlife species.

The Head of State of Togo deplored the fact that the facilities granted under the promotion of the free movement of people and goods are unfortunately used by traffickers for the marketing of their products.» Once they are in possession of their products, traffickers seek way out. We reduced some barriers to facilitate the movement of goods and services but traffickers exploit it to get their goods, « said the Head of State.

To solve this, the President of the Republic has called for the strengthening of the training of the judiciary corps in order to provide adequate tools and required capacity to severely punish traffickers. It has also urged states to put the intelligence service of the fight against trafficking of species and to enhance international cooperation in this field.

It should be noted that Togo is at the fore front of the fight against trafficking of protected wild life species. This commitment is reflected by recent large seizures of ivory cargo at the Airport and at the Port of Lomé.

Advantages of this historic summit

President Barack Obama has announced \$33 billion of new commitments regarding public aid and private investment in Africa.

He also announced the mobilization, in partnership with the private sector, the World Bank and the Swedish government, of \$ 26 billion for the Power Africa program, which aims to double the access to electricity in sub-Saharan Africa.

The American President has confirmed that American companies, including Marrioton General Electric were committed to new investments totaling \$ 14 billion.

President Obama, however, insisted on the responsibility of African leaders in the development of an enabling policy environment for economic development. He hailed the emergence of a new Africa, an Africa that is committed to peace, prosperity and justice.

The impact of the summit for togo

Togo's participation in this historic summit demonstrates the excellent relationship between the United States and our country.

Le Président OBAMA a cependant insisté sur la responsabilité des dirigeants africains dans la mise en place d'un environnement politique propice au développement économique. Il a salué l'émergence d'une nouvelle Afrique, une Afrique qui s'engage en faveur de la paix, de la prospérité et de la justice.

Les retombées de ce sommet pour le Togo

La participation du Togo à ce sommet historique témoigne des excellentes relations qui existent entre les Etats-Unis et notre pays. C'est ce qu'a rappelé le Ministre des Affaires étrangères et de la Coopération, Robert DUSSEY, lors de la conférence de presse qu'il a animée le 29 juillet 2014 avec l'ambassadeur des Etats-Unis au Togo, Robert WHITEHEAD, en prélude à ce sommet.

Les retombées de ce sommet pour le Togo sont nombreuses et concernent essentiellement le renforcement des relations bilatérales et l'assistance technique en matière de lutte contre le terrorisme « jihadiste » et l'insécurité maritime.

« D'abord, le renforcement de nos relations avec les Etats-Unis. Nous sommes un partenaire des Etats-Unis dans la sous-région. Nous pensons que sur les questions sécuritaires touchant au terrorisme, le Togo peut jouer un rôle important. Nous bénéficions de beaucoup d'appuis des Etats-Unis sur les questions sécuritaires et de terrorisme. La retombée de ce sommet est réelle pour la simple raison que nous avons discuté directement avec les partenaires américains pour nous aider à axer les questions touchant à la sécurité au Togo », avait déclaré le Ministre Robert DUSSEY.

Pour lui, grâce à ces appuis, le Togo dispose aujourd'hui d'un des ports les plus sécurisés de la sous-région. « Tous les jours, nous voyons à peu près une cinquantaine de bateaux parce que le port de Lomé est un port sécurisé. Tous ces bateaux qui viennent, n'accostent pas tous au Togo mais profitent de la sécurité du port de Lomé », s'était-il réjoui.

La participation du Togo à ce sommet historique témoigne des excellentes relations qui existent entre les Etats-Unis et notre pays.

Togo's participation in this historic summit demonstrates the excellent relationship between the United States and our country.

This was recalled by the Minister of Foreign Affairs and Cooperation, Robert DUSSEY at the press conference he hosted 29 July 2014 with the Ambassador of the United States to Togo, Robert WHITEHEAD.

The fallout from the summit to the Togo are numerous and mainly concern the strengthening of bilateral relations and technical assistance in the fight against terrorism «jihadist» and maritime insecurity.

«First, the strengthening of our relations with the United States. We are a partner of the United States in the sub region. We believe on security issues involving terrorism, Togo can play an important role. We enjoy a lot of support from the United States on security issues and terrorism. The fallout of the summit is true for the simple reason that we discuss directly with American partners to help us focus the issues of security in Togo», said Minister Robert DUSSEY.

For him, thanks to this support, Togo today has one of the most secure port in the sub-region.»Every day we see about fifty boats because Lomé port is a secure port. All these boats coming, do not dock at all Togo but enjoy the security of the port of Lomé, «had here rejoiced.

La 23^{ème} session ordinaire de la conférence des Chefs d'Etat et de gouvernement de l'Union Africaine, Malabo, le 26-27 juin 2014

The twenty-third session of the conference of the heads of state and government Malabo, 26-27 June 2014

par Dr. KPAYE Koffi, Directeur des Affaires Politiques
Dr. KPAYE Koffi, Head of Political Affairs Department

La Vingt-troisième Session ordinaire de la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement de l'Union Africaine (UA) s'est tenue à Malabo (République de Guinée Equatoriale), les 26 et 27 juin 2014 sous la présidence de Monsieur Mohamed Ould Abdel Aziz, Président de la République Islamique de Mauritanie, Président en

The Twenty-third Ordinary Session of the Assembly of Heads of State and Government of the African Union (AU) was held in Malabo (Equatorial Guinea) on 26th and 27th June 2014 under the chairmanship of Mr. Mohamed Ould Abdel Aziz, President of the Islamic Republic of Mauritania, and the Chairperson of the AU. The session's central theme



EDITION
1995 - 2014



Miss CAMARA Tatiana Mariama

exercice de l'UA. Cette assise avait pour thème central « Transformation de l'Agriculture Africaine pour une Prospérité Partagée et un Mieux-être, à travers l'exploitation des Opportunités pour la croissance Inclusive et le Développement Durable », une occasion de faire le bilan du chemin parcouru par les Etats membres de l'UA depuis 2003 et d'explorer de nouvelles stratégies devant permettre à l'Afrique de moderniser son agriculture en vue de dynamiser sa croissance économique et assurer par conséquent le bien-être de ses populations.

Les Chefs d'Etat et de Gouvernement ont, au cours de leurs travaux, examiné plusieurs rapports et adopté de nombreuses Décisions, Déclarations et Résolution. Mais les décisions les plus importantes du présent Sommet sont celles relatives au thème du Sommet, de l'Agenda 2063, de la situation sécuritaire en Afrique, ainsi que des points proposés par des Etats membres, notamment celui proposé par notre pays sur la sécurité maritime.

En ce qui concerne le thème de la Conférence, les Chefs d'Etat et de Gouvernement sont partis d'un certain nombre de constats. D'abord, ils ont pu remarquer qu'une partie importante des populations africaines reste vulnérable aux problèmes que pose la marginalisation économique, la faim, la malnutrition, en dépit des résultats positifs enregistrés dans le domaine agricole ces dernières années. Ensuite, ils ont noté que peu de progrès ont été réalisés dans le développement de l'agro-industrie et l'agro-business entravant ainsi la valorisation et la compétitivité des produits africains dans le commerce local, régional et international. Enfin, les dirigeants africains se sont rendu compte que la faim et la malnutrition sont les principales causes de la pauvreté et du sous-développement en Afrique, car elles entraînent la mauvaise santé, le manque d'énergie et la déficience mentale.

Au regard de ce constat, les Chefs d'Etat et de Gouvernement ont adopté une Déclaration en ce sens dont les grandes lignes sont, entre autres :

- le renouvellement de l'engagement en faveur des principes et des valeurs du Programme détaillé pour le développement de l'agriculture en Afrique (PDDAA);
- l'engagement à éliminer la faim d'ici à 2025;
- la réduction moitié de la pauvreté d'ici à 2025 grâce à une croissance et à une transformation inclusive de l'agriculture;

Il faut souligner que ce Sommet marque une étape importante dans la dynamisation du secteur agricole en Afrique depuis l'engagement de Maputo (Mozambique) en ce qui concerne le Programme Détaillé pour le Développement de l'Agriculture en Afrique (PDDAA). A l'avenir les Dirigeants africains sont résolus à faire de l'agriculture un moteur de développement et de croissance en Afrique.

L'un des temps forts de la 23^{ème} Session de la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement de l'UA a été l'adoption de l'Agenda 2063 de l'UA1 dénommé « l'Afrique que nous voulons ». Ce document, qui constitue un engagement des dirigeants africains pour un développement harmonieux du continent à l'horizon 2063, reste désormais la Vision de l'UA pour les prochaines cinquante années.

L'Agenda 2063 de l'UA est un plan interne de transformation du continent. Il vise à exploiter les avantages comparatifs de l'Afrique tels que ses habitants, son histoire, ses cultures, ses ressources naturelles, sa situation et son positionnement dans le monde, en vue de parvenir à la transformation sociale, économique et technologique. En outre, ce plan vise à développer le capital humain de l'Afrique, à créer des biens sociaux, des infrastructures, à promouvoir la paix et une sécurité durable, à construire des Etats sûrs axés sur le développement, ainsi que des institutions et une gouvernance participative.

Conscients du fait que le développement est intimement lié à la paix et à la sécurité, les Chefs d'Etat et de Gouvernement ont accordé une attention particulière à la situation sécuritaire du continent. D'ailleurs, une réunion spéciale du CPS sur ses activités et l'état de la paix et de la sécurité s'est tenue en marge des travaux.

was,»Transforming African Agriculture for Shared Prosperity and Wellness, through the exploitation of Opportunities for Inclusive Growth and Sustainable Development», an opportunity to take stock of the AU member states since 2003 and to explore new strategies to help Africa modernize agriculture in order to boost its economic growth and consequently ensure the welfare of Africans.

The Heads of State and Government during their work reviewed several reports and adopted many decisions, declarations and resolutions. The most important decisions of the summit are those related to the theme of the Summit, the Agenda 2063, the security situation in Africa, as well as items proposed by member states, including one proposed by our country, Togo, on maritime safety.

Regarding the theme of the conference, the Heads of State and Government made some observations. First, they noticed that a significant portion of the African population remains vulnerable to problems related to economic marginalization, hunger and malnutrition, despite the positive gains in agriculture in recent years. They noted that little progress was made in the development of agro-industries and agribusiness; a phenomenon that was decried as hindering economic recovery and competitiveness of African products in the local, regional and international trade. Finally, the African leaders identified hunger and malnutrition as the main causes of poverty and underdevelopment in Africa due to their associated health problems.

In view of this, the Heads of State and Government adopted a declaration of action plans which among others include:

- *The renewal of the commitment to the principles and values of the Comprehensive African Agricultural Development Program (CAADP);*
- *The commitment to eradicate hunger by 2025;*
- *Halving poverty by 2025 through inclusive growth and transformation of agriculture.*

It is significant to note that the summit was a milestone in efforts to revitalize the agricultural sector in Africa since the Maputo Commitment (Mozambique) on the Comprehensive African Agricultural Development Program (CAADP). The African leaders, at the summit, expressed their determination to make agriculture an engine of growth and development in Africa.

One of the highlights of the summit was the adoption of the AU Agenda 2063 captioned «The Africa that We Want». This document, which embodies the commitment of African leaders to the harmonious development of the continent by 2063, was christened the AU Vision for the next fifty years.

The Agenda 2063 of the AU is an internal plan to transform the continent. It aims at exploiting the comparative advantages of Africa such as its people, history, culture, natural resources and location in the world to achieve social, economic and technological transformations. In addition, the plan aims at developing the human capital of Africa to create a strong sense of belonging as well as a shared responsibility in individuals, towards promoting peace and sustainable security in the sub-region. The plan is further expected to build effective development-focused states and institutions for participatory governance.

Conscious that development is inextricably linked to peace and security, the Heads of State and Government paid special attention to the security situation in the continent. In this regard, a special meeting of the Peace and Security Council (PSC) on its activities and the state of peace and security in member states was held. The Conference noted with satisfaction the progress made in Madagascar, Guinea Bissau, Egypt, and the Democratic Republic of Congo (DRC).

However, concerns were expressed at the continuing insecurity and deteriorating humanitarian situation in South



La Conférence a noté avec satisfaction les avancées enregistrées à Madagascar, en Guinée Bissau, en Egypte, en République démocratique du Congo (RDC).

Elle a, cependant, exprimé sa préoccupation devant la persistance de l'insécurité et à la détérioration de la situation humanitaire au Soudan du Sud, en République centrafricaine, au Darfour et réitéré le soutien de l'UA aux efforts visant à préserver la paix et à consolider les avancées enregistrées dans ces pays.

Elle a également exprimé sa profonde préoccupation devant la persistance du terrorisme en Afrique, en particulier dans la région sahélo-saharienne, de la Corne de l'Afrique et en Afrique centrale. Elle a, avec insistance, condamné avec fermeté l'enlèvement lâche, par Boko Haram, de plus de deux cents jeunes filles dans le Nord du Nigeria et exprimé son total appui aux conclusions de la 5^{ème} Réunion des chefs de service de renseignements et de sécurité des pays de la région sahélo-saharienne, tenue à Ouagadougou les 20 et 21 mai 2014, y compris le projet de création d'une force régionale pour combattre Boko Haram à l'instar du dispositif mis en place en RCA pour éradiquer l'Armée de Résistance du Seigneur (LRA).

Enfin, très préoccupés par les conséquences des conflits sur les efforts de développement en Afrique, les dirigeants africains ont invité les Etats membres, la Commission de l'UA, les Communautés économiques régionales (CER), ainsi que les Mécanismes régionaux à déployer de nouveaux efforts dans les domaines de la prévention, la gestion et le règlement des conflits, en vue de parvenir à une Afrique exempte de conflits, d'ici à 2020.

La Conférence a aussi procédé à l'adoption des points proposés par les Etats membres. A ce propos, notons que le Togo, dans l'optique de la tenue dans notre pays, d'une conférence africaine sur la sécurité maritime et le développement économique, a fait inscrire à l'ordre du jour de la Conférence un point sur la sécurité maritime.

En effet, préoccupé par la menace que l'insécurité maritime fait peser sur la navigation internationale, la sécurité et le développement économique des Etats africains, le Togo s'est engagé, depuis quelques années, dans un combat contre ce fléau qu'est l'insécurité maritime.

C'est ainsi que, durant son mandat en qualité de membre non-permanent du Conseil de sécurité des Nations Unies, le Togo a apporté une contribution à la lutte contre l'insécurité maritime, en étant à l'origine de l'adoption, le 29 février 2012, de la résolution 2039 sur les actes de piraterie et de vol à main armée en mer.

Dans son combat en faveur de la sécurité maritime, les Chefs d'Etat et de Gouvernement ont favorablement soutenu et appuyé le Togo dans l'organisation à Lomé de la première conférence du genre tout en soulignant l'importance géostratégique des mers et des océans dans le développement socio-économique de l'Afrique et leur rôle dans le développement durable du continent.

Ils ont reconnu qu'une telle Conférence est nécessaire pour permettre de prendre des mesures adéquates, coordonnées et concertées afin de lutter efficacement contre l'insécurité maritime.

A cet effet, la 23^{ème} Session ordinaire de la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement de l'UA a invité les Etats membres, et leurs administrations concernées, les Communautés économiques régionales (CER) et Mécanismes régionaux, les institutions africaines et internationales spécialisées dans les activités maritimes et connexes, les partenaires au développement à participer activement à cette Conférence lorsqu'elle sera convoquée.

Enfin, le Sommet a demandé à la Commission de l'UA de mener des consultations avec notre pays, en collaboration avec les partenaires techniques, pour étudier les modalités pratiques de l'organisation de cette Conférence et de lui présenter un rapport à sa 24^{ème} Session ordinaire qui aura lieu en janvier 2015.

L'Agenda 2063 de l'UA est un plan interne de transformation du continent

The Agenda 2063 of the AU is an internal plan to transform the continent.

Sudan, Republic of Central Africa, and Darfur. There was a unanimous expression of support for the AU efforts to preserve peace and to consolidate the progress made in these countries.

The persistence of terrorism in Africa was another deep cause of concern, particularly in the Sahel-Saharan region, the Horn of Africa and Central Africa. The summit unreservedly condemned the abduction of two hundred girls in Northern Nigeria by Boko Haram. Full support was expressed for the outcomes of the 5th Meeting of Heads of Intelligence and Security of the Sahel-Saharan region countries, held in Ouagadougou on 20 and 21 May 2014, including the proposed creation of a regional force to fight Boko Haram akin to the system against the Lord's Resistance Army (LRA) in the Central African Republic.

In addition, the Heads of State and Government were gravely concerned about the impact of conflicts on development efforts in Africa. The leaders called on member states, the Commission of the AU, and the Regional Economic Communities (RECs) to commit new efforts into the prevention and management of conflicts as well as the adoption of a resolution for a conflict-free Africa by 2020.

The Conference also proceeded with the adoption of the items proposed by member states. In line with its continued efforts to promote maritime safety, Togo included in its agenda for the summit a call for an African conference on maritime safety and expressed the country's readiness to host such a conference.

This would be a follow up to an earlier conference held in the country on the issue. Togo has been playing a leading role in the fight against the scourge of maritime insecurity. Indeed, maritime insecurity poses serious threats to international navigation, security and economic development of African countries.

During its mandate as a non-permanent member of the Security Council of the United Nations, Togo contributed to the fight against maritime insecurity, and was responsible for the adoption on February 29, 2012, of the 2039 resolution on piracy and armed robbery at sea.

The Heads of State and Government welcomed the submission and emphasized the geostrategic importance of the seas and oceans to the socio-economic development of Africa and its role in sustainable development of the continent.

They recognized that such a conference is necessary for taking coordinated and concerted adequate measures, to fight effectively against maritime insecurity.

To achieve this goal, the summit appealed to member states and their administrations, Regional Economic Communities (RECs) and African and international institutions specialized in maritime and related activities, the development partners to participate actively in the proposed conference when it is convened. Finally, the Summit requested the AU Commission to consult with Togo, in collaboration with technical partners to investigate the practicalities of organizing this Conference and to submit a report to the 24th Ordinary Session which will be held in January 2015.

La 45^{ème} session ordinaire de la conférence des Chefs d'Etat et de gouvernement des pays membres de la CEDEAO à Accra, le 10 juillet 2014

The 45th ordinary session of the conference of Heads of State and government of ECOWAS member countries in Accra, on July 10, 2014

par M. GBANDE Kodjo, Chargé d'Etudes à la Direction des Affaires Politiques
by Mr. GBANDE Kodjo, Research Officer in the Political Affairs Department

La 45^{ème} session ordinaire de la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement des pays membres de la CEDEAO s'est tenue à Accra en République du Ghana, le 10 juillet 2014 sous la Présidence de S.E.M. John Dramani MAHAMA, Président de la République du Ghana et Président en Exercice de la Conférence. / The 45th Ordinary Session of the Assembly of Heads of State and Government of the member countries of ECOWAS held in Accra in the Republic of Ghana, on July 10, 2014 under the chairmanship of H.E Mr. John Dramani MAHAMA, President of the Republic of Ghana and current Chairman of the Conference.



S.E.M. Faure GNASSINGBE et ses pairs à la session. /
H.E.Mr Faure GNASSINGBE and his peers in the session.

Louis Vincent

Au cours de cette réunion, les Chefs d'Etat ont débattu de plusieurs sujets de grande importance pour la vie de la communauté ouest-africaine. Ils ont examiné, notamment le rapport intérimaire 2014 du Président de la Commission de la CEDEAO, celui de la 72^{ème} session ordinaire du Conseil des ministres de la CEDEAO, le rapport de la 32^{ème} session ordinaire du Conseil de Médiation et de Sécurité, et ont fait le point sur la maladie à virus Ebola.

Après un examen attentif des enjeux actuels du processus d'intégration, le Sommet est parvenu aux conclusions et décisions spécifiques suivantes :

Au titre des performances économiques régionales et de la consolidation du marché commun

La Conférence note les bonnes perspectives de croissance régionale enregistrées au cours du premier semestre de l'année 2014. Elle se félicite de la diversification progressive des économies ainsi observée. La Conférence exhorte les Etats membres à poursuivre leurs efforts dans la consolidation des acquis à travers notamment le renforcement des réformes économiques, budgétaires et financières ainsi que l'appropriation et la mise en œuvre effective des programmes régionaux.

Par ailleurs, elle approuve la suppression de la carte de séjour et l'instauration de la carte d'identité biométrique pour les citoyens de la Communauté et demande aux Ministres chargés de la Sécurité d'examiner toutes les implications sécuritaires de la mesure avant la signature des actes additionnels.

During this meeting, the Heads of State discussed several topics of great importance to the West African community. They namely examined, the 2014 interim report of the President of the ECOWAS Commission, that of the 72nd Ordinary Session of the Council of Ministers of ECOWAS, the report of the 32nd ordinary session of the Mediation and Security Council, and took stock of the Ebola epidemic.

After careful consideration of the current challenges of the integration process, the Summit reached the following specific conclusions and decisions:

With regards to the regional economic performance and consolidation of the common market

The Conference took note of the good prospects for regional growth recorded during the first half of the year 2014. It welcomes the gradual diversification of economies thus observed. The Conference urges Member States to continue their efforts in consolidating the gains, particularly through the strengthening of economic, budgetary and financial reforms as well as the appropriation and the effective implementation of regional programs.

Besides, it also approves the removal of the residence permit and the introduction of biometric identity card for citizens of the Community and demands that Ministers in charge of Security review all security implications of the measure before signing additional acts.

With regards to the single currency in ECOWAS, the Summit approved the proposals for the convergence criteria, the streamlining of institutions and the revised roadmap with the institutions responsible for its implementation clearly indicated.

With regards to the economic partnership agreement (EPA)

Based on the consensus results reached by the Chief Negotiators on all issues, including the market access offer, the Program Agreement for Economic Policy for Development (PAPED) and the text Agreement, the Heads of State and Government finally approved the negotiated Economic Partnership Agreement that takes into account technical concerns.

Accordingly, the Heads of State and Government asked the Chief Negotiators of West Africa to take all necessary steps to quickly start the process of signing the Agreement and its implementation.



En ce qui concerne la monnaie unique de la CEDEAO, le Sommet approuve les propositions relatives aux critères de convergence, la rationalisation des Institutions et la Feuille de route révisée avec une indication précise des institutions responsables de sa mise en œuvre.

Au titre de l'accord de partenariat économique (APE)

Sur la base des résultats consensuels auxquels les Négociateurs en chef sont parvenus sur l'ensemble des questions, notamment sur l'Offre d'accès au marché, le Programme de l'Accord de Politique Economique pour le Développement (PAPED) et le texte de l'Accord, les Chefs d'Etat et de Gouvernement approuvent définitivement l'Accord de Partenariat Economique négocié qui tient compte des préoccupations techniques soulevées.

En conséquence, les Chefs d'Etat et de Gouvernement demandent aux Négociateurs en chef de l'Afrique de l'Ouest de prendre toutes les dispositions nécessaires pour engager rapidement le processus de signature de l'Accord et de sa mise en œuvre.

A cet égard, le Sommet les encourage en particulier à poursuivre les efforts d'information et de sensibilisation des acteurs nationaux et régionaux et les félicite pour leur persévérance et leur sens de compromis qui ont permis, dans une démarche constructive, d'aboutir à la conclusion d'un Accord juste, équilibré et mutuellement profitable pour les deux parties.

Au titre des politiques sectorielles

La Conférence réitère ses principales décisions prises pour assurer notamment la sécurité alimentaire, l'accès à l'énergie, le développement des infrastructures régionales et le développement humain ainsi que la réduction de la vulnérabilité de la région face aux défis des changements climatiques. Elle adopte le Programme Communautaire de Développement (PCD) dont les composantes et projets prioritaires identifiés contribuent à répondre durablement aux défis de développement à moyen et long termes de la région.

Par ailleurs, les Chefs d'Etat et de Gouvernement ont réaffirmé le principe de solidarité comme fondement de la Communauté et souligné, à cet égard, la nécessité d'assurer le développement équilibré de la région grâce à des investissements appropriés et intégrateurs dans tous les pays, notamment dans le domaine des infrastructures.

Au titre de la paix et de la sécurité

Les Chefs d'Etat et de Gouvernement, après avoir noté avec satisfaction les progrès enregistrés dans la consolidation du processus démocratique et de la stabilité dans les Etats membres et réaffirmé l'attachement de la Communauté aux valeurs et à la pratique de la démocratie et de la bonne gouvernance ont rappelé les conclusions du Sommet Extraordinaire du 30 mai 2014 concernant la multiplication des attaques terroristes par les insurgés de Boko Haram au Nigeria et condamné l'enlèvement répréhensible des filles et des femmes et exprime sa préoccupation face à la situation des lycéennes de Chibok qui sont toujours détenues ainsi que l'usage des engins explosifs et autres crimes perpétrés contre la population dans le pays.

Les Chefs d'Etat et de Gouvernement ont exprimé, en outre, leur profonde préoccupation face à la montée du terrorisme dans les Etats membres, ainsi que les effets néfastes de la piraterie, de la traite des êtres humains, de la prolifération des armes légères et de petit calibre, des enlèvements et autres crimes perpétrés par des groupes armés non étatiques.

Sur le Mali

Les Chefs d'Etat et de Gouvernement saluent l'amélioration de la situation sécuritaire dans le Nord du Mali depuis les accrochages de mai 2014. Ils saluent l'initiative du Gouvernement algérien d'organiser une réunion de suivi pour étudier les voies et moyens pacifiques visant à mettre fin à cette crise, conformément à l'Accord préliminaire de Ouagadougou.

La Conférence exprime sa solidarité sans faille au Gouvernement du Mali et réitère la nécessité, pour toutes les parties, d'œuvrer résolument au règlement pacifique du conflit dans le Nord du Mali. A cet égard, elle invite les groupes armés non étatiques à cesser tout acte d'hostilité, notamment les violentes attaques perpétrées contre les positions des forces gouvernementales, de la MINUSMA et les populations civiles.



© Louis Vincent

Photo de famille. / Family photo.

In this regard, the Summit particularly encourages them to pursue their effort in the education and awareness of national and regional actors and commend them for their perseverance and their sense of compromise that led to a constructive approach which allowed for a just, balanced and mutually beneficial agreement for both parties.

For sectorial policies

The Conference reiterates its major decisions made to namely insure food security, access to energy, the development of regional infrastructure and human development as well as the reduction of the vulnerability of the region faced with the challenges of climate change. It adopts the Community Development Program (CDP) whose components and identified priority projects contribute to a sustainable response to the long and short term development challenges of the region.

Furthermore, the Heads of State and Government reaffirmed the principle of solidarity as the basis for the Community and underscored, in this regard, the need to ensure the balanced development of the region through appropriate and integrated investments in all countries, particularly in the field of infrastructures.

For peace and security

The Heads of State and Government, noting with satisfaction the progress made in consolidating the democratic process and stability in the Member States and reaffirming the commitment of the Community to values and practice of democracy and good governance, have recalled the conclusions of the Extraordinary Summit of May 30, 2014 regarding the increase in terrorist attacks by Boko Haram's insurgents in Nigeria and condemned the reprehensible abduction of girls and women and expresses its preoccupation faced with the situation of Chibok schoolgirls who are still detained and the use of explosives and other crimes perpetrated against the population in the country.

The Heads of State and Government further expressed their deep concern over the rise of terrorism in the Member States and the harmful effects of piracy, humans trafficking, the proliferation of small and light firearms, the kidnappings and other crimes committed by non-state armed groups.

With regards to mali

The Heads of State and Government welcomed the improvement of the security situation in northern Mali since clashes in May 2014. They welcomed the Algerian Government's initiative to organize a follow-up meeting to study peaceful ways and means to end the crisis, according to the preliminary Ouagadougou Agreement.

The Conference expresses its total solidarity to the Government of Mali and reiterates the need for all parties to actively work towards a peaceful settlement of the conflict in northern Mali. In this regard, it invites non-state armed groups to cease all acts of hostility, including violent attacks

Sur la Guinée Bissau

Le Sommet encourage S.E.M. José Mário Vaz et l'Assemblée nationale populaire à donner la priorité à une approche inclusive à la gouvernance comme étant le moyen le plus sûr de dégager un consensus national et de mobiliser toutes les forces vives du pays en vue des réformes électorales urgentes auxquelles doit s'atteler la nation.

Les Chefs d'Etat et de Gouvernement encouragent également le nouveau gouvernement à adopter et à mettre en œuvre un programme global de réforme, ce qui implique un dialogue national et une réconciliation, la relance économique, la réforme de la gouvernance, la mise sur pied d'institutions politiques et de processus visant à rendre la stabilisation et les efforts de redressement durables. Ils se sont engagés à apporter l'appui de la CEDEAO et du reste de la communauté internationale dans la mise en œuvre des réformes.

Au titre des questions institutionnelles

La Conférence a pris note de la prestation de serment, le 19 juin 2014, des sept nouveaux Commissaires précédemment nommés par la 71^{ème} Session Ordinaire du Conseil des Ministres de la CEDEAO et entérine également la prestation de serment, le 18 juin 2014, des sept nouveaux juges précédemment nommés par la 44^{ème} Session ordinaire de la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement.

Sur l'épidémie de la fièvre hémorragique Ebola

La Conférence souligne la grave menace que représente la propagation de l'épidémie de fièvre Ebola dans la région et qui a occasionné la mort de près de 500 personnes et présente ses condoléances au gouvernement et au peuple des Etats membres touchés. Elle invite la Commission à adopter une approche régionale propre à endiguer et à gérer l'épidémie d'Ebola, en collaboration avec l'Organisation ouest-africaine de la Santé (OOAS). A cette fin, le Sommet demande qu'un fonds de solidarité soit mis en place.

against the positions of the government forces, MINUSMA and civilians.

With regards to guinea bissau

The Summit encourages H.E.Mr José Mário Vaz and the People's National Assembly to give priority to an inclusive approach to governance as the surest way to achieve a national consensus and mobilize all the forces of the country to press for electoral reforms the nation must undertake.

The Heads of State and Government also encourage the new government to adopt and implement a comprehensive reform program, which involves a national dialogue and reconciliation, economic recovery, governance reform, the establishment of political institutions and processes aiming to hammer out sustainable stabilization and recovery efforts. They are committed to providing the support of ECOWAS and the rest of the international community in the implementation of the reforms.

With regards to institutional issues

The Conference took note of the swearing, on June 19, 2014, of seven new Commissioners previously appointed by the 71th Ordinary Session of the Council of Ministers of ECOWAS and also endorsed the swearing, on June 18, 2014, of seven new judges previously appointed by the 44th Ordinary Session of the Assembly of Heads of State and Government.

Regarding the epidemic haemorrhagic ebola fever

The Conference underscores the serious threat posed by the spread of the Ebola fever outbreak in the region, which caused the death of more than 1500 people and offers condolences to the Government and people of the affected member states. It invites the Commission to adopt a proper regional approach to curb and manage the Ebola epidemic, in collaboration with the West African Health Organization (WAHO). To this end, the Summit calls for a solidarity fund to be established.

EVALA 2014

Evala 2014

par M. GNANKOE Piabalo, Chargé d'Etudes - Division de l'Information, de la Communication et de la Documentation
by Mr. GNANKOE Piabalo, Research Officer - Information, Communication and Documentation division

La lutte traditionnelle en pays Kabyè Evala était encore au menu de la tradition de ce peuple cette année. Débutée le 13 juillet 2014, cette lutte a pris fin le 20 du même mois, soit une semaine de chaudes empoignades dans tous les cantons de la Kozah ainsi que dans le canton de Yaka de la préfecture de Doufelgou.

Le Chef de l'Etat, originaire de la préfecture de la Kozah a été présent sur tous les terrains de lutte accompagné de ses illustres invités. Sur chaque terrain, on notait la présence des cadres du milieu, des touristes et de nombreux curieux venus de tous les coins du pays.

Que signifie en réalité Evala pour le peuple Kabyè ? Evala est une initiation pour le jeune Kabyè qui quitte la classe de jeune pour celle des adultes à même de défendre sa cité contre tout ennemi. Cette initiation d'une durée de trois ans permet au jeune Evalo de quitter la catégorie des minimes « Ahosa » pour celle des majeures ou seniors.

A cette étape des seniors où le jeune Evalo sort grandi, il est autorisé à consommer la chair du chien et a également, désormais,

Evala, the traditional wrestling in Kabyè land, was still on the menu of the tradition of this people this year. Started on July 13th, 2014, this wrestling ended on the 20th of the same month, a week of warm grabbing in all Kozah cantons and in the canton of Yaka in Doufelgou Prefecture.

The Head of State, native of the Kozah prefecture, was present on all wrestling grounds with his illustrious guests. On each field, we noted the presence of native executives, tourists and many visitors who come from all over the country.

What actually means Evala for Kabyè people? Evala is an initiation for the young Kabyè, leaving the category of the young to the adult able to defend his city against any enemy. This initiation of three years allows the young Evalo to leave the class of minimal «Ahosa» for the major or seniors.

At this stage of seniors where the young Evalo grow, he is allowed to eat the flesh of dog, an animal which is full of energy, and especially because of its role as guard of the house and hunter of game, he now has the heavy responsi-



la lourde responsabilité de protéger non seulement sa communauté mais aussi d'assurer sa survie alimentaire.

Outre l'aspect culturel, la période des luttes évala est un moment de prospérité des activités génératrices de revenus : la vente de la boisson locale « tchoukoudou », la vente de la viande de porc ou le fromage de soja le transport inter et intra urbain, entre autres. Il faut noter également la présence des grands opérateurs économiques du pays qui ont égaillé la population avec des programmes alléchants pour attirer les clients vers leurs produits pour attirer les clients vers leurs produits.

En marge des empoignades, des soirées culturelles sont organisées par le Festival des Evala en Pays Kabyè (FEPK) avec la participation de plusieurs groupes folkloriques.

Chaque année, le public découvre de nouvelles cultures des préfectures. Cette année, les préfectures d'Assoli, Binah, Doufelgou et Keran étaient au rendez-vous à travers leurs danses respectives. Elles ont tenu le public de Kara en haleine.



© Louis Vincent

Des lutteurs en action. / Some Wrestlers in action.

bility to protect not only the community but also to ensure its food supply.

Besides the cultural aspect, the wrestling Evala period is a time of prosperity for income-generating activities: the sale of the local drink «tchoukoudou», the selling of pork meat or soy cheese or, inter and intra urban transportation. Note also the presence of the country's Major business leaders such as Togo Cellulaire, Togo Telecom and the Brewery which cheer up the population of the Kozah with modern music to attract customers to their products.

Besides the grabbing, cultural events are organized by the Evala Festival in Kabyè Country (FEPK) with the participation of several folk groups.

Each year, the public discovers new cultures from the prefectures. This year, the prefectures of Assoli, Binah, Keran and Doufelgou were present through their dances. They keep the people of Kara out of breath.



HYUNDAI

www.hyundai.com

PURE PERFORMANCE



GRAND SANTAFe

CO-TO AUTO S.A. Distributeur exclusif - www.hyundai.tg
 22, Rue du chemin de fer - 07 B.P : 7872 Lomé - Tél : +228 22 22 35 02

Le Togo et le Kosovo formalisent leurs relations

Togo and Kosovo formalize their relations

par M. SALIFOU Affo, Directeur des Affaires Juridiques et du Contentieux

by Mr. SALIFOU Affo, Head of Legal Affairs and Litigation Department

Le 11 juillet 2014, le gouvernement togolais a reconnu la République du Kosovo comme un Etat indépendant et souverain. / On July 11, 2014, the Togolese government recognized the Republic of Kosovo as an independent and sovereign State.

Par définition, la reconnaissance d'un État est l'acte unilatéral par lequel un État atteste de l'existence à ses yeux d'un autre État et s'engage à traiter cette situation suivant les règles que le droit international public y attache. Elle constitue, à cet effet, le préalable nécessaire à l'établissement de relations diplomatiques entre États.

Cette décision du Togo, expressive de sa souveraineté à l'échelle internationale et impulsée par le Chef de l'Etat, Son Excellence Faure Essozimna GNASSINGBE, se justifie, d'une part, par l'attachement de notre pays au respect du principe de l'égalité des droits des peuples et de leur droit à disposer d'eux-mêmes, comme le rappelle avec force l'alinéa 2 de l'article 1^{er} de la Charte des Nations Unies et, d'autre part, par l'accord du 19 avril 2013 par lequel le Kosovo et la Serbie ont décidé de normaliser leurs relations.

C'est dans la dynamique de cette reconnaissance que le Ministre des Affaires étrangères et de la Coopération, Monsieur Robert DUSSEY, a effectué, sur invitation des autorités kosovares, une visite officielle de travail à Pristina, capitale du Kosovo, les 20, 21 et 22 juillet 2014.

Durant son séjour, le Ministre DUSSEY a été reçu par le Premier Ministre de la République du Kosovo, Son Excellence Monsieur Hashim THAÇI. Le Premier Ministre THAÇI a évoqué les obstacles qui ont et qui continuent de jalonner la quête de la pleine souveraineté externe de son pays et a, à cet égard, longuement remercié le Togo pour le soutien qu'il apporte par cette reconnaissance à la démarche de son pays. Les discussions ont ensuite portées sur les perspectives de coopération fructueuse entre les deux pays. Le Ministre DUSSEY a présenté à son interlocuteur les importantes opportunités d'investissement qu'offre le Togo de par sa situation géographique, sa stabilité politique et les réformes politiques et économiques de fond opérées sous l'impulsion du Chef de l'Etat. Aussi a-t-il invité les autorités du Kosovo à exhorter les hommes d'affaires du pays « à venir faire des profits en investissant au Togo ».

La rencontre avec le Premier Ministre THAÇI a été précédée de l'entretien que Monsieur Robert DUSSEY a eu avec son Homologue du Kosovo, Enver HOXHAI, à son cabinet. Au cours des échanges, le Ministre HOXHAI a exprimé l'intérêt des autorités de son pays à soutenir le Togo dans l'organisation, l'année prochaine, à Lomé, de la Conférence de l'Union Africaine sur la sécurité maritime sur le continent.

A l'issue de cet entretien, les deux Parties ont, au cours d'une séance de travail organisée au Ministère des Affaires étrangères

By definition, recognition of a State is a unilateral act by which a State certifies the existence in his view of another state and is committed to deal with the situation according to the rules that public international law attaches. It is for this purpose, the necessary precondition for the establishment of diplomatic relations between States.

This decision of Togo, expressive of its sovereignty internationally and driven by the Head of State, His Excellency Faure Gnassingbe Essozimna is justified, firstly, by the commitment of our country to the principle of equal rights of peoples and their right to self-determination, as a strong reminder of paragraph 2 of Article 1 of the UN Charter and, secondly, by the agreement on April 19, 2013 that Kosovo and Serbia have agreed to normalize their relations.

It is in the dynamics of this recognition that the Minister of Foreign Affairs and Cooperation, His Excellency Robert Dussey, made at the invitation of the Kosovo authorities, an official working visit to Pristina, capital of Kosovo, on July 20, 21 and 22, 2014.

During his stay, the Minister Dussey was hosted by the Prime Minister of the Republic of Kosovo, His Excellency Hashim Thaçi. The Prime Minister Thaçi reminded the obstacles that have and continue to mark out the quest for full external sovereignty of his country and, in this regard, at length thanked Togo for its support of this recognition to the process of his country. Discussions then laid on the prospects for fruitful cooperation between the two countries. The Minister Dussey presented to his interlocutor significant investment opportunities offered by Togo as regard its geographical location, political stability and deep political and economic reforms operated under the guidance of Head of State. He also invited Kosovo authorities to urge businessmen of the country « to come and make money by investing in Togo ».

The meeting with the Prime Minister Thaçi was preceded by the discussion that His Excellency Robert Dussey had with his counterpart from Kosovo, Enver Hoxhaj His Excellency, in his office. During the discussion, the Minister HOXHAI expressed the interest of his authorities to support Togo in the organization next year, in Lome, of the Assembly of the African Union on maritime security in the continent.

At the end of this meeting, the two Parties, during a working session held at the Ministry of Foreign Affairs of



PORT AUTONOME DE LOMÉ

La passion de l'efficacité



NOS ATOUTS

- Port en eau profonde (14 m)
- Des infrastructures modernes
- Sécurité optimale des opérations

DIRECTION COMMERCIALE

BP 1225 Lomé Togo

Ligne directe : +228 22 27 02 96

Standard : +228 22 23 77 00 (postes 46 13, 46 84 ou 44 45)

REPRESENTATIONS DU P.A.L.

Burkina Faso : M. Luc NOAMESHIE

Tél : +226 50 50 56 60 / 50 30 16 47

Mob : +226 79 03 06 55

Fax : +226 50 30 17 47

Niger : M. Youssef BEÏDOU

BP 1038 Niamey Niger

Tél : +227 20 74 03 26 / 21 79 48 73

Mob : +227 96 96 48 73

Fax : +227 20 74 03 27

Mali : M. Abdoulaye NIANG

Tél : +223 20 23 29 10 / 66 74 33 66

Fax : +223 20 22 85 23

Contact du PAL : BP 1225 Lomé

Tél : +228 22 27 26 27 / 22 23 78 00

Fax : +228 22 27 26 27





© MAEC

S.E.M. Robert Dussey et son homologue kosovar Enver HOXHAI. / H.E. Mr Robert Dussey and his kosovar Conterpart Enver HOXHAI.

de la République du Kosovo, procédé à la signature de trois accords.

Le premier accord formalise, conformément à la Convention de Vienne du 18 avril 1961 sur les Relations Diplomatiques et la Convention de Vienne du 24 avril 1963 sur les Relations Consulaires, la volonté du Togo et du Kosovo d'entretenir des relations diplomatiques et de coopération sur la base des principes de l'égalité souveraine, de l'inviolabilité des frontières des États souverains et de la non-intervention dans les affaires intérieures d'autres États.

Quant au second accord, il fixe le cadre général de la coopération entre les deux États. Cet accord-cadre permettra aux deux États de coopérer et d'échanger leurs expériences à travers des accords plus sectoriels dans divers domaines tels que le commerce, les finances et les banques; les petites et moyennes entreprises; l'agriculture et l'industrie alimentaire; la culture, le sport, le tourisme, l'éducation, les sciences et techniques etc.

Enfin, le troisième accord, plus spécifique, porte sur la coopération technique. Aux termes de celui-ci, le Kosovo s'engage, entre autres, à offrir des formations techniques aux ressortissants togolais en matière de diplomatie, de maintien de l'ordre, de sécurité et tous autres domaines décidés de commun accord par les deux Parties. De même, la Partie kosovare offre aux étudiants togolais des bourses d'études de premier cycle et des cycles supérieurs dans les universités du Kosovo dans les domaines des sciences sociales, des sciences humaines, de l'ingénierie, de la technologie etc.

Par ailleurs, sur invitation de l'Académie diplomatique et de l'Université du Commerce et des Technologies du Kosovo, Monsieur Robert DUSSEY a présenté devant un parterre d'étudiants et des personnalités du Kosovo, une communication intitulée « Sécurité maritime et développement : les enjeux de la conférence de Lomé » en perspective à la Conférence de l'Union Africaine qui se tiendra l'année prochaine sur cette thématique. Les auditeurs ont montré un franc intérêt aux développements du Ministre. Ils se sont montrés, en outre, très curieux sur d'autres questions telles que la place de la femme au Togo et la question du terrorisme dans la sous-region ouest africaine. ➔

the Republic of Kosovo, conducted the signing of three agreements.

The first agreement formalizes, in accordance with the Vienna Convention on April 18, 1961 on Diplomatic Relations and the Vienna Convention on April 24, 1963 on Consular Relations, the willingness of Togo and Kosovo to maintain diplomatic relations and cooperation on the basis of principles of sovereign equality, inviolability of borders of sovereign states and non-intervention in the internal affairs of other states.

As to the second agreement, it provides the general framework of cooperation between the two states. This framework agreement will enable the two countries to cooperate and exchange experiences through sectoral agreements in various fields such as trade, finance and banking; small and medium enterprises; agriculture and food industry; culture, sports, tourism, education, science and technology etc.

Finally, the third agreement, more specifically, focuses on technical cooperation. Under it, Kosovo is committed, inter alia, to provide technical training to Togolese nationals on diplomacy, law enforcement, security and other fields commonly agreed by both Parties. Similarly, the Kosovar Party offers Togolese students scholarships to undergraduate and graduate students at universities in Kosovo in the fields of social sciences, humanities, engineering, the technology etc.

Moreover, at the invitation of the Diplomatic Academy and the University of Business and Technology of Kosovo, His Excellency Robert Dussey presented to an audience of students and personalities from Kosovo, a paper entitled « Maritime Security and Development: the stakes of the Lomé conference » in sight to the Conference of the African Union to be held next year on this topic. Listeners have shown a great interest in developments of the Minister. They were also very curious about other issues such as the role of women in Togo and the issue of terrorism in the West African sub-region. ➔



Mission économique du Ministre des Affaires étrangères et de la Coopération en Espagne

Economic Mission of the Ministry of Foreign Affairs and Cooperation in Spain

par M. MONSON Palawia, Chef de la Division de la Coopération Bilatérale et Multilatérale

by Mr. MONSON Palawia, Head of Division of Multilateral and Bilateral Cooperation

Dans le cadre de la mise en œuvre de la diplomatie économique au service du développement, initiée par le Gouvernement, le Ministre des Affaires étrangères et de la Coopération, Robert DUSSEY, organise depuis peu, des missions économiques dans les pays avec lesquels le Togo entend renforcer ses relations de coopération.

Sur cette lancée, le Ministre, à la tête d'une forte délégation composée d'hommes d'affaires et de quelques officiels, a séjourné à Madrid en Espagne, du 16 au 17 juillet 2014. A cette occasion, le Ministre et sa délégation ont pris part à des rencontres d'affaires à Madrid, Gérone, Valence, Barcelone et Granada. Lors de ces rencontres, les membres de la délégation togolaise ont échangé avec des entrepreneurs espagnols sur les potentialités économiques du Togo, les projets de développement et sur les pistes de partenariat

As part of the implementation of economic diplomacy for development, initiated by the Government, the Minister of Foreign Affairs and Cooperation, Robert Dussey, recently organized economic missions in countries with which Togo intends to strengthen its cooperation.

In this dynamism, the Minister, at the head of a large delegation of businessmen and some officials, visited Madrid in Spain, 16 to 17 July 2014. On this occasion, the Minister and his delegation attended business meetings in Madrid, Girona, Valencia, Barcelona and Granada. At these meetings, members of the Togolese delegation exchanged with Spanish entrepreneurs on the economic potential of Togo, development projects and the areas of partnership in areas of mutual interest.

It also important to mention the invaluable support that some members of the Togolese community in Spain brought

Redécouvrez le ciel

(228) 22 23 05 10
www.flyasky.com

ASKY
 La Compagnie Panafricaine

dans les domaines d'intérêt commun.

Il est à mentionner également le soutien précieux que certains membres de la communauté togolaise en Espagne ont apporté au Ministre et à sa délégation dans l'organisation des différentes rencontres avec les opérateurs économiques espagnols. Cette démarche prouve à suffisance que nos compatriotes de l'extérieur ont compris et adhèrent pleinement à la nouvelle vision du Gouvernement relative à la contribution de tous à l'émergence du Togo.

Le déplacement de S.E.M. Robert DUSSEY et sa suite dans la capitale espagnole doit être perçu non plus sous l'angle traditionnel de la négociation de l'aide publique au développement mais plutôt sous un angle dynamique et économique orienté vers l'attraction des investissements directs étrangers, des technologies et de conquête du savoir-faire étranger. Bref, il s'agit pour le Ministère des Affaires étrangères de tout mettre en œuvre pour rapprocher les secteurs privés du Togo et d'Espagne en vue des partenariats gagnant-gagnant. Le Ministre a d'ailleurs livré, le 16 juillet 2014, devant les responsables de l'Institut Elcano à Madrid, un message important sur le type de partenariat que recherche le Togo désormais. S.E.M. Robert DUSSEY a souligné en substance : « Personnellement, je ne crois pas au mécanisme de l'aide pour le développement. Depuis plus de cinquante ans après l'indépendance de nos Etats, l'aide n'a pas produit les effets escomptés. Ce que nous voulons désormais, c'est l'investissement, le transfert de technologie. Nous voulons nous développer par notre propre travail... ».

Il est concrètement question pour le Togo d'élargir son cercle de coopération en s'ouvrant à tout pays qui offre de véritables atouts de développement. En effet, à cette ère de la mondialisation, la recherche de partenariats multiples et diversifiés reste la voie du salut pour les pays à économie faible.

Dans cette logique, le Ministre DUSSEY a adopté une stratégie de séduction de Kuala Lumpur à Madrid en passant par Singapour (avril et juillet 2014). Ainsi, à chaque point d'arrêt, le Ministre s'est employé, avec franchise, à vanter le nouveau climat des affaires au Togo induit par de sérieuses réformes, tout en présentant la nouvelle approche économique de la diplomatie togolaise.

Notons que les auditoires et interlocuteurs du Ministre ont accueilli avec un grand intérêt la nouvelle vision du Togo pour son développement.

En définitive, le séjour du Ministre des Affaires étrangères et de la Coopération à Madrid vient concrétiser une fois encore la volonté de voir et faire les choses autrement, impulsée par le Chef de l'Etat S.E.M. Faure Essozimna GNASSINGBE. Cette volonté qui doit animer tous les secteurs de la vie socio-économique du pays permettra d'atteindre véritablement les objectifs assignés à la Stratégie de Croissance Accélérée et de Promotion de l'Emploi (SCAPE).



Poignée de main entre le Ministre Robert Dussey et son homologue espagnol José Manuel Garcia Margallo.
/ handshake between Minister Robert Dussey and his Spanish counterpart Jose Manuel Garcia Margallo.

© republicoftogo.com

to the Minister and his delegation in the organization of various meetings with Spanish traders. This means that the Togolese Abroad already adhere to the new Government's vision on the contribution of all to national development.

The travel of Robert Dussey and its sequel in the Spanish capital must be apprehended, not from the traditional perspective of negotiation of the official development assistance but under the attraction of direct foreign investment, technology and conquest of foreign expertise. In brief, it is for the Ministry of Foreign Affairs to make every effort to bring the private sectors of Togo and Spain for win-win partnerships. The Minister delivered on 16 July 2014, before the leaders of the Elcano Institute in Madrid, an important message about the type of partnership that the Togo research now. Robert Dussey said in substance: « I personally do not believe in aid mechanism for development. For more than fifty years after the independence of our countries, aid has not produced the expected results. What we want now is investment, transfer of technology. We want to develop our own work ... ».

It is practical question for Togo to expand his circle of cooperation by opening up to any country that offers real development assets. Indeed, in this era of globalization, the search for multiple and diverse partnerships remains the only way of salvation for countries with weak economies.

In this logic, the Minister Dussey adopted a strategy of seduction from Kuala Lumpur to Madrid via Singapore (April and July 2014). So, at each breakpoint, the Minister has worked, with frankness, to boast the new business climate in Togo induced by serious reforms, while presenting the new economic approach to the Togolese diplomacy.

Note that Minister's audiences and interlocutors welcomed with great interest the new vision of Togo for its development.

Ultimately, the stay of Minister of Foreign Affairs and Cooperation in Madrid materializes again the desire to see and do things differently driven by the Head of State Mr. Faure Gnassingbe Essozimna. This determination that should inspire all sectors of the socio-economic life of the country will truly achieve the objectives of the Strategy for Accelerated Growth and Employment Promotion (SCAPE).



69^{ème} session ordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies sur la Conférence Internationale sur la Population et le Développement (CIPD)

New York (USA), 22 septembre 2014

69th ordinary session of the General Assembly of the United Nations on the International Conference on Population and Development (ICPD) New York (USA), 22 September 2014

Message de Son Excellence Monsieur Faure Essozimna GNASSINGBE, Président de la République Togolaise

Message from His Excellency Mr. Faure Essozimna GNASSINGBE, President of the Republic of Togo

Monsieur le Président,

Le Togo mon pays se félicite de la tenue de cette session spéciale, consacrée à la conférence internationale sur la population et le développement. Vingt ans après l'adoption de notre programme d'action au Caire, plusieurs initiatives ont été prises et de multiples efforts ont été déployés pour améliorer l'existence de nos populations ; cependant de nombreuses faiblesses demeurent et entravent la réalisation des objectifs de la Conférence internationale sur la population et le développement.

Même si certains pays ont enregistré plus de succès que d'autres en fonction des domaines, nous devrions tous faire des efforts supplémentaires pour améliorer les activités de notre plan d'action grâce au renforcement des capacités et à l'augmentation des ressources allouées au domaine déterminant du développement.

Nous sommes persuadés que le plan d'action du Caire, garde encore toute sa pertinence et la communauté internationale doit donc poursuivre sa mise en œuvre.

Monsieur le Président,

Le Togo mon pays a consenti beaucoup d'efforts dans la plupart des domaines couverts par le plan d'action. Ce qui lui a permis de réaliser des progrès notables dans le bien-être de ses populations. Mais l'apparition de nouveaux défis liés à une mondialisation non maîtrisée ; aux différentes crises financières ; aux effets néfastes des changements climatiques ; aux nouvelles pandémies et à la croissance démographique accélérée a mis à mal notre fragile économie freinant ainsi les actions pour mener à bien nos programmes.

Malgré, tout le Togo s'est doté de moyens nécessaires en vue d'atteindre les objectifs de la CIPD. Cela s'est traduit dans la mise en place des cadres institutionnel et juridique favorables à la croissance économique, à l'égalité entre les sexes, à l'accès aux services de santé sexuelle et reproductive. Dans cette optique les actions entreprises par mon pays ont permis d'obtenir des résultats non négligeables entre 1998 et 2013 ; notamment :

- La réduction de 17% du taux de mortalité maternelle
- La réduction de plus de 70% du taux de mortalité infantile
- La réduction de moitié du taux de mortalité des enfants de moins de 5 ans
- Une légère diminution de l'indice de fécondité
- Une augmentation non négligeable de l'indice de prévalence contraceptive moderne

Mr. President,

My country Togo is pleased about the holding of this special session, devoted to the International Conference on Population and Development. Twenty years after the adoption of our agenda in Cairo, several initiatives have been taken, and many efforts have been deployed to improve the lives of our population; however, several weaknesses remain and hinder the achievement of the objectives of the International Conference on Population and Development.

Although some countries have experienced more success than others depending on the fields, we should all make an extra effort to improve the operations of our action plan through capacity building and an increase of there sources allocated to the important field of development.

We believe that the Cairo action plan still remains relevant and the international community must continue its implementation.

Mr. President,

My country Togo has made great efforts in most areas covered by the action plan. This allowed it to make significant progress in the welfare of its people. But the emergence of new challenges in a non mastered globalization; the various financial crises; the harmful effects of climate change; new pandemics and the rapid population growth has undermined our precarious economy, slowing down the actions to carry out our programs.

However, Togo has acquired the necessary means to achieve the ICPD goals. This resulted in the creation of favorable institutional and legal frameworks for economic growth, gender equality and access to sexual and reproductive health. With this in mind the actions of my country have produced significant results between 1998 and 2013; including:

- The reduction to 17% of maternal mortality*
 - The reduction to more than 70 of the infant mortality rate*
 - Halving of children under 5 mortality rate*
 - A slight decrease in the fertility rate*
 - A significant increase in the index of modern contraceptive prevalence*
 - A significant decrease in the prevalence of HIV*
 - And rather encouraging results in the eradication of female genital mutilation, prevention violence based on gender, etc...*
- Furthermore, as is the case in most African countries, the Togolese population includes a high proportion of young*



© Louis Vincent

people; this is both a challenge and an opportunity. In terms of challenge, this category of the population requires huge investments to meet its needs. But also, the vitality of young people is an important asset for any country.

In Togo the concept of demographic dividend highlighted by the review of ICPD was quickly perceived. This is why measures have been taken to make judicious use of these energies in particular through encouraging entrepreneurship; through a vigorous national volunteering program and through the strengthening of works of intensive labor force. We're conscious that many challenges still lie ahead to improve maternal health, to reduce more neonatal and child mortality.

In this sense, we believe that it is only through international cooperation that we can find solutions to these challenges. In this respect our common organization has an important role to play. I therefore welcome the clarity of the Secretary General on this subject.

My country Togo will continue to make efforts to build capacity and individual resilience and would count on the support of the international community to achieve sustainable development. In this sense it fully endorses the position of the African Union to pursue the implementation of the action plan beyond 2014. It also seems essential to me to ensure the consistency of the ICPD commitments with sustainable development goals being finalized.

Then, I would like to end and appeals to the international community so that we can work harder in solidarity and enhanced synergy to achieve more significant results in this new phase of ICPD implementation.

Thank you Mr. President and dear friends for your kind attention.



- Une diminution notable de la prévalence du VIH
- Et des résultats plutôt encourageants en matière d'éradication des mutilations génitales féminines, de prévention de violences basées sur le genre, etc...

Par ailleurs comme c'est le cas dans la plupart des pays africains, la population togolaise comprend une forte proportion de jeunes ; ce qui constitue à la fois un défi et une opportunité. En terme de défi, cette catégorie de la population nécessite d'énormes investissements pour répondre à ses besoins. Mais en même temps le dynamisme de la jeunesse est un atout important pour tout pays.

Au Togo le concept de dividende démographique mis en exergue par la revue de CIPD, a été vite perçu. C'est pour cela que des mesures ont été prises pour exploiter judicieusement ces énergies notamment à travers une incitation à l'entrepreneuriat ; à travers un programme de volontariat national vigoureux et à travers un renforcement des travaux à haute intensité de mains d'œuvre. Nous sommes donc conscients que de nombreux défis restent encore à relever pour améliorer la santé maternelle, réduire davantage la mortalité néo-natale et infantile.

Dans cet ordre d'idée nous pensons que ce n'est que par une coopération internationale que nous pouvons trouver des solutions à ces défis. A cet égard notre organisation commune a un rôle important à jouer. Je me félicite donc de la clarté du Secrétaire Général à ce sujet.

Mon pays le Togo continuera à faire des efforts pour construire la capacité et la résilience individuelle et voudrais compter sur l'appui de la communauté internationale pour atteindre le développement durable. Dans ce sens il adhère entièrement à la position de l'Union Africaine pour poursuivre la mise en œuvre du plan d'action au-delà de 2014. Il me paraît aussi indispensable de s'assurer de la cohérence des engagements de la CIPD avec les objectifs de développement durable en cours de finalisation.

Je voudrais donc et pour terminer lancer un appel à toute la communauté internationale afin que nous puissions redoubler d'ardeur dans une solidarité et une synergie renforcées, en vue d'atteindre des résultats plus significatifs dans cette nouvelle phase de mise en œuvre de CIPD.

Je vous remercie Monsieur le Président et chers amis de votre aimable attention.



Siège des Nations Unies à New York.

© Louis Vincent



Atelier régional sur la mise en œuvre de la résolution 1540 (2004) du Conseil de Sécurité pour les États lusophones membres des Nations Unies

Méthodologie de rédaction du rapport national à Lomé, les 5 et 6 juin 2014

Workshop on the implementation of UNSC resolution 1540 (2004) for portuguese speaking United Nations member states

Methodologies for reporting Lomé, 5-6 june 2014

par le Dr Alain D. BOTRE, Programme Officer, Centre régional des Nations Unies pour la paix et le désarmement (UNREC)
by Dr Alain D. BOTRE, Programme Officer, United Nations Regional Centre for Peace and Disarmament (UNREC)

Le Conseil de sécurité des Nations Unies (CSNU) considère que la prolifération des armes nucléaires, chimiques et biologiques, ainsi que de leurs vecteurs constitue une menace pour la paix et la sécurité internationales. Pour ce faire, il a adopté le 28 avril 2004, la résolution 1540, en vertu du Chapitre VII de la Charte des Nations Unies. Cette ré-

The United Nations Security Council (UNSC) views the proliferation of nuclear, chemical and biological weapons and their means of delivery as a threat to international peace and security. UNSC Resolution 1540 was adopted by the Security Council under Chapter VII of the United Nations Charter, in 2004. The Resolution imposes binding obligations on all States to prevent the prolife-





Photo de famille à l'issue de l'atelier. / Family photo at the end of the workshop.

© UNREC-Togo

solution impose des obligations contraignantes à tous les États. Elle a pour objectif d'éviter que les acteurs non étatiques ne se procurent des armes nucléaires, chimiques et biologiques et leurs vecteurs. Tous les États sont invités à prendre des dispositions nationales appropriées en la matière. Un Comité, (le Comité 1540), mis en place, est chargé de faire un rapport au Conseil de sécurité sur la mise en œuvre de cette résolution. Les États membres, à leur tour, sont invités à faire un compte rendu au Comité sur les mesures prises ou envisagées dans la mise en œuvre de cette résolution.

Pour atteindre un tel objectif, le Centre régional des Nations Unies pour la paix et le désarmement (UNREC), basé à Lomé a organisé une série d'ateliers consacrés à la méthodologie de rédaction de rapport par les États membres des Nations Unies, qui n'ont pas encore soumis de rapport au Comité créé par la résolution 1540 du CSNU.

Le dernier atelier de cette série s'est tenu à Lomé au Togo, les 5 et 6 juin. Il a réuni des représentants des États africains lusophones ainsi que des experts du Comité 1540 et un expert du Brésil.

Les participants ont suivi des exposés sur la résolution 1540, l'importance de la rédaction du rapport, les défis et expériences en matière de rédaction des rapports sur la résolution 1540, et ont bénéficié du partage d'expérience du Brésil dans la rédaction du rapport national. Les séances en petits groupes ont été organisées en profondeur pour examiner les rapports nationaux et identifier les besoins d'assistance des pays participants.

A la fin de l'atelier, les experts du comité 1540 ont eu une séance de travail avec le comité interministériel 1540 du Togo. En effet, le Togo a, depuis 2010, soumis son premier rapport mais n'a plus, jusqu'à ce jour, présenté un second rapport. Cette rencontre a été initiée sur la demande de la partie togolaise et avait pour but d'outiller et d'aider ce comité à présenter un deuxième rapport national sur la mise en œuvre de la Résolution 1540.

ration of nuclear, chemical and biological weapons, and their means of delivery, to non-State actors. This includes establishing appropriate legislation and domestic controls concerning related materials.

UNSC Resolution 1540 also established a Committee (the 1540 Committee) to report to the Security Council on the implementation of Resolution 1540. Members States are called upon to report to the Committee on the steps they have taken or intend to take to implement resolution 1540.

For this purpose, the United Nations Regional Centre for Peace and Disarmament (UNREC), based in Lomé, Togo, organize a series of workshops on methodologies of reporting for United Nations Member States countries who have not yet submitted a report to the Committee established by UNSC resolution 1540

The third workshop took place on 5 - 6 June in Lomé, Togo. Representatives of Portuguese-speaking States, Experts of Resolution 1540 Committee, as well as a delegate from Brazil attended that workshop.

The workshop programme covered UNSC Resolution 1540 and the Importance of reporting, the reporting experience and practice under Resolution 1540 of Brazil, Challenges and experiences regarding reporting under Resolution 1540.

Break-out sessions were held to assist participants in preparing and drafting their country's initial report. These sessions help them to identify the areas of each country needs for assistance.

The workshop ended with a country specific event with the Togolese Resolution 1540 interministeriel committee. The Republic of Togo submitted its first report in 2010. It negotiates that session to benefit from the 1540 experts assistance and experience in order to prepare the second national report on the implementation of Resolution 1540.



La fièvre hémorragique à virus Ebola : le Gouvernement togolais aux aguets du mal

Ebola virus: the government of Togo on the lookout

par M. Badibalaki WEMBIE, Chargé d'Etudes au Ministère des Affaires étrangères et de la Coopération
by Mr. Badibalaki WEMBIE, Research officer, Ministry of Foreign Affairs and Co-operation

Depuis le 24 mars 2014, le Togo a pris un certain nombre de mesures sanitaires spécifiques, suite à l'apparition des cas de virus de la fièvre Ebola dans certains pays ouest-africains, notamment en Guinée Conakry, en Sierra-Leone et au Liberia. Ces mesures concernent, principalement, la mise en place d'une cellule de lutte contre la maladie avec des dispositifs d'alerte et de prise en charge des éventuels cas suspects, de même que l'organisation d'une tournée nationale d'information et de sensibilisation des leaders d'opinions sur cette maladie hémorragique, hautement contagieuse. Dans cette logique de sensibilisation, les médias et les affiches sont particulièrement des moyens efficaces pour faire connaître la maladie à toutes les couches de la population.

Since March 24, 2014, Togo has taken a number of specific health measures, following the occurrence of cases of Ebola virus in some West African countries, including Guinea Conakry, Sierra Leone and Liberia. These measures mainly deal with the establishment of a unit to fight the illness with warning systems and management of potential cases, as well as the organization of a national tour to inform and make opinion leaders aware of this hemorrhagic and highly contagious disease. In this awareness raising logic, the news media and posters are particularly effective ways to make the disease known to the different layers of the population.

Le dispositif national d'alerte et de prise en charge de la maladie comprend un numéro vert, le 111, des centres d'isolement équipés et installés dans les 5 régions économiques du pays et aux aéroports de Lomé et Niamtougou pour faire face à d'éventuels cas suspects.

Dans le cadre des activités pour la prévention de la fièvre Ebola, le Premier Ministre, Chef du Gouvernement et en charge du Ministère de la santé, a présidé plusieurs séances de sensibilisation sur la maladie et les stratégies de riposte pour mettre la population de Lomé commune au même niveau d'information que les populations de l'intérieur du pays qui ont été sensibilisées par une délégation gouvernementale qui a effectuée une tournée nationale, région par région.

Au cours de toutes les séances de sensibilisation, les autorités sanitaires ont fait des recommandations relatives aux comportements à adopter face à un cas suspect. Ainsi, devant un cas suspect, il est conseillé de ne pas manipuler le malade ; de signaler le cas à une structure sanitaire publique la plus proche ou mieux, appeler le numéro vert (numéro 111) qui a été mis à la disposition du comité de gestion de la crise Ebola au Togo. Il est aussi fortement déconseillé de consommer ou de manipuler les animaux sauvages qui sont les vecteurs du virus Ebola.

Par ailleurs, il est prévu une phase de formation et d'information plus accrue des agents de santé pour efficacement mieux les préparer à faire face à d'éventuels cas de cette maladie. Le Togo

In order to deal with potential cases, the national alert and disease management system includes a toll-free number, 111, well-equipped isolation centers located in all five economic regions and at the airports of Lomé and Niamtougou.

As part of the activities for the prevention of the Ebola disease, the Prime Minister, Head of Government to whom the Ministry of Health is currently attached, chaired several awareness sessions about the disease and response strategies to make the people in Lomé enjoy the same amount of information as the populations in the inner country who have been sensitized by a government delegation that conducted a region by region national tour.

In all educational sessions, health officials have made recommendations on how to behave when faced with a suspicious case. Therefore, it is advisable not to handle the ill person when facing a suspicious case; to report the case to the nearest public health facility or better, call the toll-free number (111) which was made available to the management committee of the Ebola crisis in Togo. It is also strongly

advised not to consume or handle wild animals that are the vectors of the Ebola virus.

Furthermore, an enhanced training and information phase is in the planning for health workers in order to effectively prepare them better to deal with any cases of



n'étant pas touché par le virus Ebola, il reste toujours dans la dynamique de prévention qui doit être individuelle et collective pour une riposte efficace et rapide lorsqu'un cas suspect sera signalé.

Toutes ces mesures prises sont renforcées par le transfert d'une part importante des budgets de lutte contre les grandes endémies vers la lutte contre cette fièvre hémorragique, ainsi que par l'appui précieux de l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) qui s'est également engagée activement dans la lutte contre ce virus très contagieux.

A ce titre, l'O.M.S. a offert au Ministère de la santé, 500 kits de matériels de protection contre la fièvre Ebola. Ces kits ont été remis au Premier Ministre Séléagodji Ahomey-Zunu par la Représentante de l'OMS au Togo, Dr. Lucille Imboula. Ces actions de l'O.M.S. entrent dans la droite ligne de sa déclaration du 08 août 2014 à Genève lorsqu'elle déclarait que la lutte contre l'épidémie hémorragique à virus Ebola est « une urgence de santé publique de portée mondiale ».

Rappelons que la fièvre hémorragique à virus Ebola a été découverte pour la première fois en 1976. Mais elle est restée presque inconnue des populations jusqu'à son déclenchement en début de l'année 2014.

En somme, la lutte efficace contre le virus Ebola au plan national nécessite une coordination des actions des différents acteurs nationaux et des partenaires techniques et financiers. De même, l'information reste, à ce jour, l'arme la plus efficace dans la logique de prévention de la maladie.

this disease. Togo not being affected by the Ebola virus, it remains in the dynamics of prevention which must be an individual and collective responsibility for a rapid and effective response when a suspicious case is reported.

All these measures are reinforced by the transfer of a significant portion of the budgets to fight major pandemics to the fight against this hemorrhagic fever, as well as by the valuable support of the World Health Organization (WHO) which is also actively engaged in the fight against this highly contagious virus.

As such, the WHO offered 500 equipment kits for protection against the Ebola disease to the Ministry of Health. These kits have been delivered to the Prime Minister Séléagodji Ahomey-Zunu by the WHO Representative in Togo, Dr. Lucille Imboula. These actions of WHO fall into line with its statement of August 8, 2014 in Geneva when it decreed that the fight against the hemorrhagic epidemic Ebola virus is « a public health emergency of global reach. »

We should be reminded that the Ebola virus was discovered for the first time in 1976, but it remained almost unknown to people until it broke out in early 2014.

In short, the effective fight against the Ebola virus requires nationally coordinated actions of various national actors as well as technical and financial partners. Similarly, Information is, to date, the most effective weapon in the process of preventing the disease.



AIRFRANCE



FRANCE IS IN THE AIR



JUSQU'À

PARIS DONNE **5 VOLS**
DES AILES

PAR SEMAINE

AIRFRANCE KLM

Au départ de Lyon, tél. 77 77 77 77

WWW.AIRFRANCE.TG

TOGO CELLULAIRE

Composez

*104#

pour souscrire à distance à
de nombreux services via votre mobile!

- **Roaming prépayé**
- **Changement de profil**
- **Internet**
(souscription + achat de forfait)

le numero qui vous facilite la vie ...

Pour souscrire à nos services depuis votre
mobile , composez *104#

Le code *104# vous permet de souscrire aux services à
distance depuis votre téléphone sans avoir besoin de
vous présenter dans une agence.

Les options accessibles sont :

1. souscription au roaming prépayé,
2. souscription à la 3G,
3. Achat de forfaits internet (1 jour, 7 jours, 30 jours),
4. Consultation de la validité du forfait internet
5. Changement de profil (Jeune, Classique, Privilège et Leader).

Comment ça marche ?

Tapez *104# et lancez l'appel :

- **Roaming prépayé**
 - ✓ 1. Souscription
 - ✓ 2. Désactivation
 - ✓ 0. Menu principal

- **Internet**
 - ✓ 1. Souscription
 - ✓ 2. Forfait 1 jour
 - ✓ 3. Forfait 7 jours
 - ✓ 4. Forfait 30 jours
 - ✓ 5. Validité du forfait
 - ✓ 0. Menu principal
- **Changement de profil**
 - ✓ 1. Vers jeune
 - ✓ 2. Vers classique
 - ✓ 3. Vers privilège
 - ✓ 4. Vers leader
 - ✓ 0. Menu principal



Sélectionnez un service et validez
Vous recevez un sms vous indiquant le résultat de votre demande.

Les frais liés aux différents services sont prélevés directement sur
votre compte principal en cas de succès du traitement de la
demande.



LE LEADER